

Le dépistage communautaire hors les murs à Paris et en Seine-Saint-Denis

ACTEURS - POPULATIONS - LIEUX - PRATIQUES

PRINTEMPS 2025



**PARIS & SEINE-
SAINT-DENIS
SANS SIDA**

Les associations rencontrées et date de leur création :



ACCEPTESS-T
(Actions Concrètes Conciliants :
Éducation, Prévention, Travail,
équité, Santé et Sport pour les
personnes Trans, 2010)



AFRIQUE ARC EN CIEL
(2007)



AFRIQUE AVENIR
(1994)



**AGIR POUR LA SANTÉ
DES FEMMES** (2001)



AIDES PARIS
et **AIDES SEINE-SAINT-DENIS**
(1984)



AMICALE DU NID
(1946)



AREMEDIA
(1993)



BAMESSO ET SES AMIS
(2008)



LE BUS DES FEMMES
(1991)



COMITÉ DES FAMILLES
(2003)



ENIPSE (Équipe Nationale
de Prévention d'Intervention
en Prévention et Santé, 1990)



HF PRÉVENTION
(2004)



IKAMBERE
(1997)



KIOSQUE INFO SIDA
CHECKPOINT (1992, rejoint le
groupe SOS en 2003)



MÉDECINS DU MONDE
(1980)



PASTT
(Prévention Action Santé Travail
pour les Transgenres, 1992)



SHAMS-FRANCE
(2016)



URACA-BASILIADE
(Unité de Réflexion et d'Action
des Communautés Africaines-
Basilia, 1985)

*Act Up-Paris qui n'a repris les activités de dépistage
qu'à l'automne 2024 n'est pas inclus dans cette enquête.

Pourquoi une cartographie sur le dépistage communautaire hors les murs ?

Depuis sa création, Vers Paris sans sida soutient les actions de dépistage communautaire hors les murs auprès des populations clés, en particulier les Hommes ayant des relations Sexuelles avec les Hommes (HSH), les personnes migrantes, les personnes trans, et les travailleur·euses du sexe. Notre association conçoit et diffuse également régulièrement des campagnes de promotion du dépistage. Sa centrale d'achat d'autotests et de tests rapides pour les associations complète ce dispositif.

En s'appuyant sur l'étude COÏNCIDE, Vers Paris sans sida vous présente une cartographie unique du dépistage communautaire hors les murs sur Paris et la Seine-Saint-Denis : ses lieux, les populations concernées, les pratiques associatives et les difficultés de ces actions d'aller-vers. Le contexte du dépistage hors des lieux de soin connaît de profondes transformations que nous détaillons dans cet état des lieux.

Vous pourrez ainsi mesurer à quel point les actions mises en place par les associations sont indispensables sur les deux territoires de Paris et de Seine-Saint-Denis. Elles sont un maillon essentiel de la lutte pour atteindre la fin de l'épidémie.

Une cartographie conçue et réalisée par **France Lert**, présidente d'honneur de Vers Paris sans sida appuyée par **Christophe Martet**, président de Vers Paris sans sida.

Un projet coordonné par **Jean-Bastien Payet**, chargé de projets santé à Vers Paris sans sida, en lien avec **Élodie Aïna**, directrice de Vers Paris sans sida.

Appui au projet : **Alice Lamy** et **Cécile Colladant** • Réalisation des cartes : **Anna Boué-Chalal** et **Agnès Hospitalier**.

Les fonds de carte actualisés de l'étude COÏNCIDE sont mis à disposition par l'équipe en charge de l'étude • Vers Paris sans sida remercie particulièrement Laetitia Firdion, Valérie Féron, Adrien Saunal, Fabienne Caby (groupe de travail COÏNCIDE)

Vers Paris sans sida remercie chaleureusement l'ensemble des interlocuteur·rices des associations qui ont participé à l'enquête :

Fati Abdou, Caroline Andoum, Jérôme André, Fatem-Zahra Bennis, Lazlo Blanquart, Solène Bost, Yacine Djebelnouar, Ariel Djessima, Antoine Elisa, Dagmar Gaul, Adèle Gojon, Fabrice Grimaud, Sylvain Guillet, Béatrice Maraillet, Sylla Mareme, Vincent Martine, Inès Messaoudi, Marie Missioux, Amelia Viguier / Graphiste : Agnès Hospitalier • Une étude réalisée grâce au soutien de Santé publique France • Merci également à la Ville de Paris et au Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis.

© Vers Paris sans sida, 2025

SOMMAIRE

05

Une cartographie pour quels **objectifs** ?

06

Historique de la prévention communautaire et de l'intégration du dépistage hors les murs du VIH, étendu aux hépatites et à la syphilis

08

Quelle **méthodologie** pour notre enquête ?

11

Comment lire les **cartes** du dépistage hors les murs ?

14

Le dépistage communautaire hors les murs auprès des hommes gays, bis et autres **hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes**

15

Géographie de l'intervention vers les hommes gays, bis et autres **HSH**

19

Le dépistage communautaire hors les murs auprès des **migrant·es, des immigré·es et des diasporas**

28

Le dépistage communautaire hors les murs auprès des **travailleuses et des travailleurs du sexe**

35

Remarques de **conclusion** à propos du dépistage communautaire hors les murs

Le dépistage communautaire, un pilier majeur de la prévention combinée à Paris et en Seine-Saint-Denis

Pilier majeur de la prévention combinée, le dépistage se déploie aussi dans des actions d'aller-vers portées par les associations communautaires et détaillées dans notre cartographie.

Le dépistage est le pilier majeur de la prévention combinée du VIH par sa capacité à orienter les personnes dépistées positives vers un traitement efficace qui en plus de sa fonction principale de prévenir le déficit immunitaire et les maladies opportunistes fait disparaître la transmission du VIH : aux partenaires sexuel·les, à l'enfant à naître et lors de la mise en commun de matériel d'injection. Depuis 2017, Vers Paris sans sida a soutenu le dépistage en augmentant le dépistage hors les murs vers les migrants et les HSH (2018), favorisé la promotion et la distribution des autotests VIH pour les associations et certains CeGIDD en faisant office de centrale d'achat, puis étendu ce rôle aux Tests Rapides d'Orientation Diagnostique (TROD).

Des campagnes de promotion du dépistage ajustées dans leurs messages et leurs formes aux lieux et aux communautés ont été menées dans les espaces publics, dans les lieux communautaires, et à travers des campagnes digitales ciblées.

Nous avons choisi de vous présenter les actions réalisées auprès de trois populations clés : les HSH, les personnes migrantes et les travailleur·euses du sexe sur nos deux territoires : Paris et la Seine-Saint-Denis.

Chaque présentation est enrichie par des cartes reprenant les données de l'étude COÏNCIDE, qui présente un état des lieux de l'épidémie de VIH commune par commune.



Illustration © A. Hospitalier d'après photo main©123RF / yongyu1968

Une cartographie pour quels objectifs ?

Le dépistage hors les murs est extrêmement efficace comme le montrent année après année les taux de positivité dans les actions conduites.

Au cours de l'expérimentation ALSO (Au labo sans ordo / VIH test), il a été démontré que le test hors les murs par des acteurs communautaires est le plus coût-efficace pour le VIH.¹

Le dépistage en aller-vers est très flexible, facile à adapter aux changements de contexte. Les acteurs ont les compétences pour choisir et évaluer les lieux où les conditions sont réunies pour entrer en contact, engager un entretien empathique et non injonctif et réaliser les tests.

Leur ancrage dans la communauté VIH et sur le terrain inclut des liens avec les services de soins qui facilitent l'accompagnement des personnes trouvées positives vers une prise en charge pour le VIH ou les hépatites.

Le contexte du dépistage hors des lieux de soin est changeant pour de multiples raisons : transformations urbaines, changement dans la fréquentation de certains lieux, pression des contrôles policiers sur les étranger-es ou les travailleur-euses du sexe ou élargissement des nouveaux tests rapides utilisables en dehors des lieux de soins par des non professionnel-le-s de santé (extension progressive au fil des années aux hépatites et à la syphilis).

Vers Paris sans sida a souhaité en faire une cartographie sur Paris et la Seine-Saint-Denis : où, quelle population, quelles pratiques, quelles difficultés ?

1 - Groupe Au Labo Sans Ordo. (2021). VIH Test Au Labo Sans Ordo, Une expérimentation du dépistage du vih sans ordonnance et sans frais en laboratoire de biologie médicale à Paris et dans les Alpes-Maritimes.

Historique de la prévention communautaire et de l'intégration du dépistage hors les murs du VIH, étendu aux hépatites et à la syphilis

L'aller-vers est une dimension majeure des actions communautaires depuis l'irruption du sida avec en son cœur le rôle des pair·es dans chaque communauté, de la conception à la mise en œuvre au quotidien des actions pour les personnes atteintes et les populations exposées.

AIDES envers les hommes gays, LE BUS DES FEMMES vers les travailleuses du sexe, SIDAPAROLES vers les usager·ères de drogue ont été les premières associations à amener le soutien et les moyens de prévention sur le terrain à une époque où ces populations vivaient de plein fouet la maladie, sa stigmatisation et son poids mortifère. On ne peut pas ne pas rappeler le rôle pionnier de MÉDECINS DU MONDE qui après avoir ouvert le premier centre de dépistage anonyme et gratuit a déployé l'aller-vers avec les bus d'échange de seringues ou la disponibilité de la méthadone là où étaient les usager·ères de drogue.

Jusqu'à l'arrivée des trithérapies, en l'absence de traitement efficace infléchissant le cours de la maladie, le dépistage restait une démarche individuelle pour "lever le doute" pour soi-même. La prévention reposait sur chacun·e, indépendamment du statut sérologique ou de la connaissance de celle des partenaires : préservatifs et seringues neuves.

Le test sérologique était considéré comme ne donnant une réponse sûre qu'après trois mois si aucune exposition nouvelle n'était survenue dans ce délai. Cette "fenêtre d'indétectabilité" a été ramenée à six semaines avec les tests sérologiques de quatrième génération. En l'absence de traitement antiviral efficace et bien toléré, les personnes atteintes n'étaient traitées qu'au moment de la survenue des maladies opportunistes et des formes graves de l'infection à un stade avancé de la maladie. Cette absence de bénéfice de la connaissance de sa séropositivité pour la personne elle-même était un argument majeur contre la généralisation du dépistage.

Recommandations sur le dépistage

Il a fallu attendre 1997 et l'arrivée d'antirétroviraux efficaces pour que le dépistage soit recommandé dans les stratégies nationales et fasse l'objet de campagnes grand public. Les tests rapides, sanguins ou salivaires, sont apparus au début des années 2000 et ont été largement et majoritairement utilisés d'abord dans les pays de forte endémie et sans système de santé développé car il ne nécessite pas l'intervention d'un·e professionnel·le de santé, de laboratoire et peut être réalisé par toute personne formée. Le test rapide a fait l'objet de réticences en France de la part d'une partie des spécialistes du VIH, principalement les virologues, en raison de la persistance d'une fenêtre d'indétectabilité de 3 mois et du risque qu'une personne dépistée hors des lieux de soins ne soit pas prise en charge pour les tests de confirmation et ultérieurement pour une prise en charge¹. Le test salivaire, jugé moins fiable mais utilisé dans de nombreux pays, n'est agréé et disponible en France que depuis 2022².

Rapidement après sa validation en France en 2008, le Test Rapide d'Orientation Diagnostique (TROD) a été expérimenté par AIDES dans un cadre communautaire, le projet COMTEST³. Les recommandations nationales l'ont introduit en 2010.

En dehors des établissements de santé, l'utilisation du TROD dans les établissements médico-sociaux et par les associations nécessite une formation des intervenantes non professionnel·les de santé et une habilitation de la structure par l'ARS. Le financement est assuré par l'Assurance maladie via les ARS sur la base d'un programme qui détaille les actions et les nombres de tests prévus chaque année.

Montée en charge

Le dispositif de dépistage par l'utilisation du TROD est rapidement monté en charge passant de 31 700 tests en 2012 à 61 600 en 2014 avec des taux de séropositivité plus élevés que le test prescrit en laboratoire et a été jugé très efficace dès la première évaluation du plan 2010-2014⁴, mais insuffisamment financé. Près de 10 ans plus tard, en 2023, 51 300 TROD ont été réalisés⁵, en baisse par rapport au nombre atteint avant la crise sanitaire de 69 556 en 2019.

Au fil des années et de la validation des tests pour la détection des hépatites B et C puis plus récemment en mai 2024 de la syphilis, ceux-ci ont été intégrés aux pratiques de dépistage hors les murs⁶.

La stratégie de santé sexuelle 2017-2030 soutient "l'offre de dépistage communautaire du VIH et/ou VHC assurée par des associations impliquées dans la prévention sanitaire ou la réduction des risques et des dommages associés à la consommation de substances psychotropes".

3 - Champenois K, Le Gall JM, Jacquemin C, Jean S, Martin C, Rios L, Benoit O, Vermoesen S, Lert F, Spire B, Yazdanpanah Y. ANRS-COM'TEST: description of a community-based HIV testing intervention in non-medical settings for men who have sex with men. BMJ Open. 2012 Apr 1;2(2):e000693. doi: 10.1136/bmjopen-2011-000693. PMID: 22466158; PMCID: PMC3323802.

4 - Haut Conseil de Santé publique. Évaluation du Plan national de lutte contre le VIH-sida et les IST2010-2014. <https://www.hcsp.fr/explore.cgi/avisrapports-domaine?clefr=547>

Extrait des conclusions : Le dépistage mobile a été mis en œuvre et a montré son efficacité pour atteindre les personnes peu ou non testées, promouvoir le dépistage, atteindre les populations les plus exposées. Il souffre d'un déficit majeur de reconnaissance, de financement et de coordination au niveau territorial. Le dépistage communautaire doit être renforcé, soutenu et financé à hauteur de son rapport coût/efficacité. Ses objectifs quant aux populations à atteindre doivent être précisés eu égard aux contextes locaux.

5 - <https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/infections-sexuellement-transmissibles/vih-sida/documents/bulletin-national/vih-et-ist-bacteriennes-en-france-bilan-2023>

6 - https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/strategie_nationale_sante.sexuelle.pdf

Quelle méthodologie pour notre enquête ?

Toutes les associations qui contribuent au dépistage hors les murs à Paris et en Seine-Saint-Denis ont participé à notre enquête pour des entretiens réalisés entre avril et juillet 2024.

L'étude porte sur les associations réalisant le dépistage hors les murs à Paris et en Seine-Saint-Denis. Elles ont été recensées avec l'information de l'ARS Île-de-France. Les actions menées par des CeGIDD ou par des services hospitaliers hors de leurs murs n'ont pas été enquêtées.

Les responsables du dépistage au sein des associations ont été contacté·es et invitée·es à un entretien en visio-conférence entre avril et début juillet 2024.

- **ACCEPTESS-T** / Actions Concrètes Conciliants : Éducation, Prévention, Travail, Équité, Santé et Sport pour les personnes Trans (2010)
- **AFRIQUE ARC-EN-CIEL** (2007)
- **AFRIQUE AVENIR** (1994)
- **AGIR POUR LA SANTÉ DES FEMMES** (2001)
- **AIDES PARIS et AIDES SEINE-SAINT-DENIS** (1984)
- **AMICALE DU NID** (1946)
- **AREMEDIA** (1993)
- **BAMESSO & SES AMIS** (2008)
- **LE BUS DES FEMMES** (1991)
- **COMITÉ DES FAMILLES** (2003)
- **ENIPSE** / Équipe Nationale de Prévention d'Intervention en Prévention et Santé (1990)
- **HF PRÉVENTION** (2004)
- **IKAMBERE** (1997)
- **KIOSQUE INFO SIDA CHECKPOINT** / rejoint le groupe SOS en 2003 (1992)
- **MÉDECINS DU MONDE** (1980)
- **PASTT** / Prévention Action Santé Travail pour les Transgenres (1992)
- **SHAMS-FRANCE** (2016)
- **URACA-BASILIADE** / Unité de Réflexion et d'Action des Communautés Africaines-Basiliade (1985)

Act Up-Paris qui ne reprend les activités de dépistage qu'à l'automne 2024 n'est pas inclus dans cette enquête.

Cet entretien est basé sur une grille légère de questions détaillant les lieux, les caractéristiques des personnes qui les fréquentent, les modalités de réalisation factuelle et des éléments d'appréciation de chaque action avec une note allant de 1 à 5.

Toutes les associations qui contribuent au dépistage hors les murs à Paris et en Seine-Saint-Denis ont participé. En voici la liste avec entre parenthèses la date de création.

Comme on le voit par leur date de création, la plupart de ces associations qui ont intégré le dépistage à leurs pratiques ont une longue histoire dans l'aller-vers dans une démarche d'autonomie communautaire qui associe l'entraide entre pair·es, l'intervention en santé, la défense des droits sociaux et la revendication identitaire.

À côté des associations communautaires, certaines se situent dans une dimension plus entrepreneuriale dans leur mode d'organisation (HF Prévention). D'autres ont une dimension plus strictement médicale et réalisent principalement des dépistages complets VIH et IST avec des prélèvements biologiques et du personnel de santé (AREMEDIA) ou humanitaire (MÉDECINS DU MONDE).

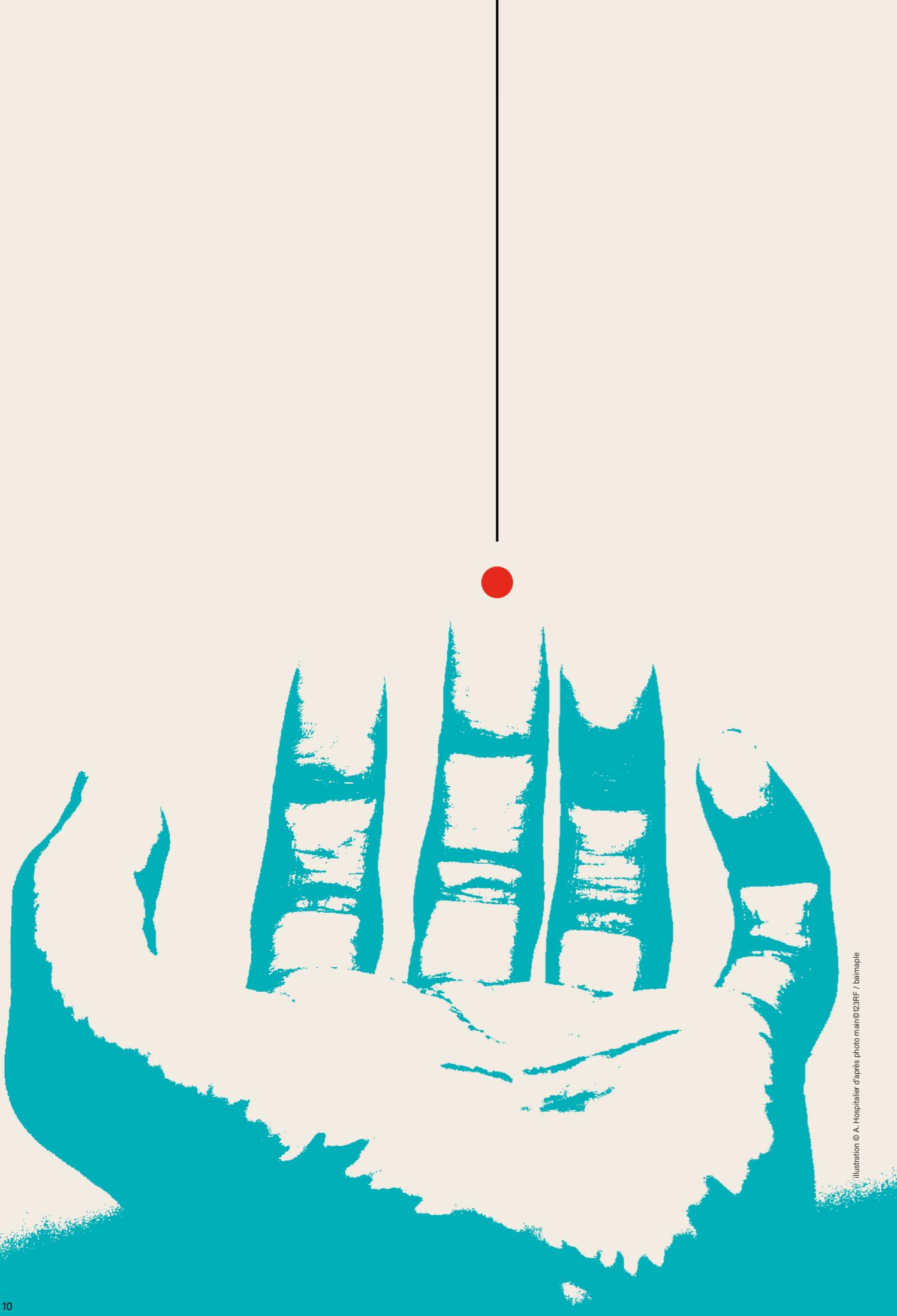
Toutes les associations s'adressent aux Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH), mais ces dernières sont le champ d'action principal du COMITÉ DES FAMILLES et d'IKAMBERE.

Si AIDS a une vocation généraliste de plaidoyer et de stratégie et des actions vers les populations clés, d'autres associations ont des publics ou des positionnements spécifiques vers les travailleurs et travailleuses du sexe, les hommes gays et bis et les autres hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH), les personnes trans ou vers la population plus diverse des migrantes, dont les demandeur·euses d'asile, les personnes en grande ou extrême précarité, les habitant·es de quartiers populaires, parmi lesquels ceux et celles des diasporas d'Afrique sub-saharienne ou du Maghreb.

Compte tenu de l'objectif principalement cartographique de cette enquête, de la spécialisation des associations sur un territoire ou vers une population, le choix est fait de présenter les informations et les cartes par population.

Cette cartographie porte sur Paris et la Seine-Saint-Denis, les deux collectivités territoriales membres de Vers Paris sans sida. Certaines des associations enquêtées interviennent ailleurs dans la région mais ces actions ne sont pas rapportées dans ce document.





Comment lire les cartes du dépistage hors les murs ?

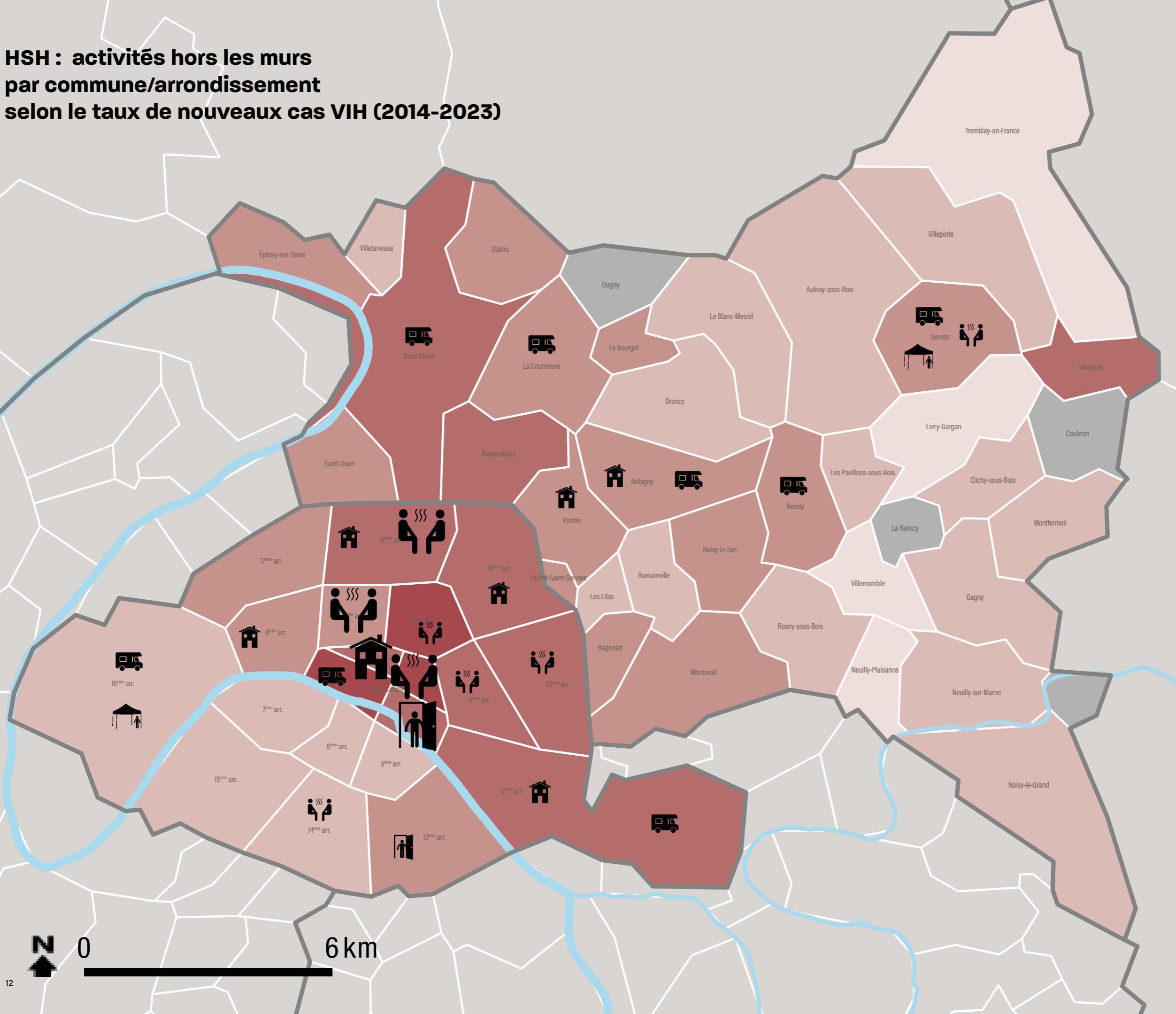
Vers Paris sans sida a créé des cartes figurant à l'aide de pictogrammes les actions de dépistage hors les murs à Paris et en Seine-Saint-Denis superposées aux données épidémiologiques de l'enquête COÏNCIDE¹.

La représentation géographique prend pour unité les arrondissements parisiens et les communes de Seine-Saint-Denis ; elle distingue à l'aide de pictogrammes :

-  Locaux associatifs offrant le dépistage
-  Interventions dans l'espace public ouvert avec bus/camping car
-  Interventions dans l'espace public ouvert : maraude ou barnums
-  Interventions dans des lieux de rencontre fermés avec ou sans activité sexuelle sur place (bars, saunas, sex clubs, boîtes de nuit)
-  Interventions dans des espaces d'accueil social sans hébergement
-  Interventions dans des centres autres (LA BULLE, QUARTIER JEUNES)
-  Interventions dans des espaces d'hébergement : CHU, CHR, Hôtels sociaux (hébergement d'urgence)
-  Foyers résidentiels (hébergement + longue durée pour les personnes migrantes)
-  Actions de santé globale menées par le conseil départemental de Seine-Saint-Denis dans certaines communes

Une catégorie "autres" sur la carte "personnes migrantes" rend compte des actions de santé globale menées par le département de Seine-Saint-Denis dans certaines communes et auxquelles participent les associations du champ VIH aux côtés d'associations ou services dont le champ santé est différent. Cette présence sur plusieurs mois s'appuie sur des locaux offrant la possibilité d'entretiens confidentiels et de dépistage. La présence des associations dans des événements festifs ou des événements festifs organisés avec un contenu préventif (par ex : les journées de BAMESO ET SES AMIS, ou les Balls auxquels participe AFRIQUE ARC-EN-CIEL) et la participation à des événements communautaires qui ne sont pas organisés dans des lieux fixes ne sont pas représentés directement sur les cartes. Il en va de même pour les "maraudes numériques" vers des populations clés qui cherchent à les faire venir dans le lieu ou le bus de l'association.

HSH : activités hors les murs par commune/arrondissement selon le taux de nouveaux cas VIH (2014-2023)



- Locaux associatifs offrant le dépistage
- Interventions dans l'espace public ouvert avec bus/camping car
- Interventions dans l'espace public ouvert : maraude ou barnums
- Interventions dans des lieux de rencontre fermés avec ou sans activité sexuelle sur place (bars, saunas, sex clubs, boîtes de nuit)
- Interventions dans des espaces d'accueil social sans hébergement
- Interventions dans des centres autres (La Bulle, Quartier Jeunes)
- Interventions dans des espaces d'hébergement : CHU, CHRS, Hôtels sociaux (hébergement d'urgence)
- Foyers résidentiels (hébergement + longue durée pour les migrant·es)

Le dépistage communautaire hors les murs auprès des hommes gays, bis et autres hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes

À Paris et en Seine-Saint-Denis, de nombreuses associations interviennent auprès des HSH et leurs actions de dépistage hors les murs présentent une grande diversité.

Les associations impliquées

Les associations impliquées auprès de cette population sont : l'ENIPSE, AIDS PARIS et AIDS IDF, AREMEDIA, HF PRÉVENTION, AFRIQUE ARC-EN-CIEL, LE CHECKPOINT.

De longue date, ENIPSE a une action de prévention centrée sur les établissements. L'association apporte l'équipement des lieux en distributeurs de préservatifs et gel, la formation des personnels, les supports de prévention, l'achat groupé des matériels de prévention, activités que complète le dépistage.



Les actions hors les murs du CHECKPOINT menées en marge de son centre de santé sexuelle concernent les HSH migrants et sont présentées dans la partie consacrée aux populations migrantes.

SHAMS-FRANCE prévoit de développer cette activité, en s'adressant aux publics LGBT+ migrants ou à ceux des diasporas maghrébines et du Moyen-Orient. Neuf bénévoles ont été formés au Test Rapide d'Orientation Diagnostique (TROD). L'association envisageait de commencer en octobre 2024 en ouvrant des plages de dépistage dans son local et à l'occasion d'événements communautaires. Elle n'avait pas encore de financement.

Les actions vers les HSH concernent principalement les hommes cis avec une variation assez large d'affirmation identitaire correspondant à des espaces différents. Certaines actions concernent des lieux ouverts aux rencontres avec des femmes, fréquentés par un public queer ou des hommes qui n'affichent pas une orientation ouvertement gay.

Géographie de l'intervention vers les hommes gays, bis et autres HSH

À Paris, toute la palette des lieux et modes d'intervention est déployée tandis qu'en Seine-Saint-Denis, il n'y a pas d'intervention dans des lieux de convivialité gay mais des actions dans des parcs où existe une drague entre hommes.

AIDES est présent dans le département avec ses deux équipes et leurs locaux d'accueil à Bobigny et Saint-Denis qui constituent un espace communautaire de soutien et d'expression avec de nombreuses activités. Les locaux de AIDS en Seine-Saint-Denis sont ouverts au dépistage chaque semaine pour tous et toutes, et sont utilisés comme point de contact lors des maraude numériques de l'association AFRIQUE ARC-EN-CIEL offre le dépistage et de l'information en santé sexuelle tous les jours dans ses locaux à Pantin en lisière de Paris. Des interventions dans l'espace public orientées vers les populations migrantes notamment en Seine-Saint-Denis, rencontrent aussi des HSH.

La scène queer, jeune, se déplace vers la Seine-Saint-Denis, mais ni lieux, ni autres événements ne sont encore investis par les actions hors les murs de dépistage ou de prévention. L'affirmation homosexuelle s'exprime à travers la Pride des banlieues qui a pris de l'ampleur en 5 ans, passant de l'organisation d'une marche à la construction d'une association d'affirmation queer. Les transformations urbaines et démographiques majeures de la Seine-Saint-Denis sont à prendre en considération à l'avenir.

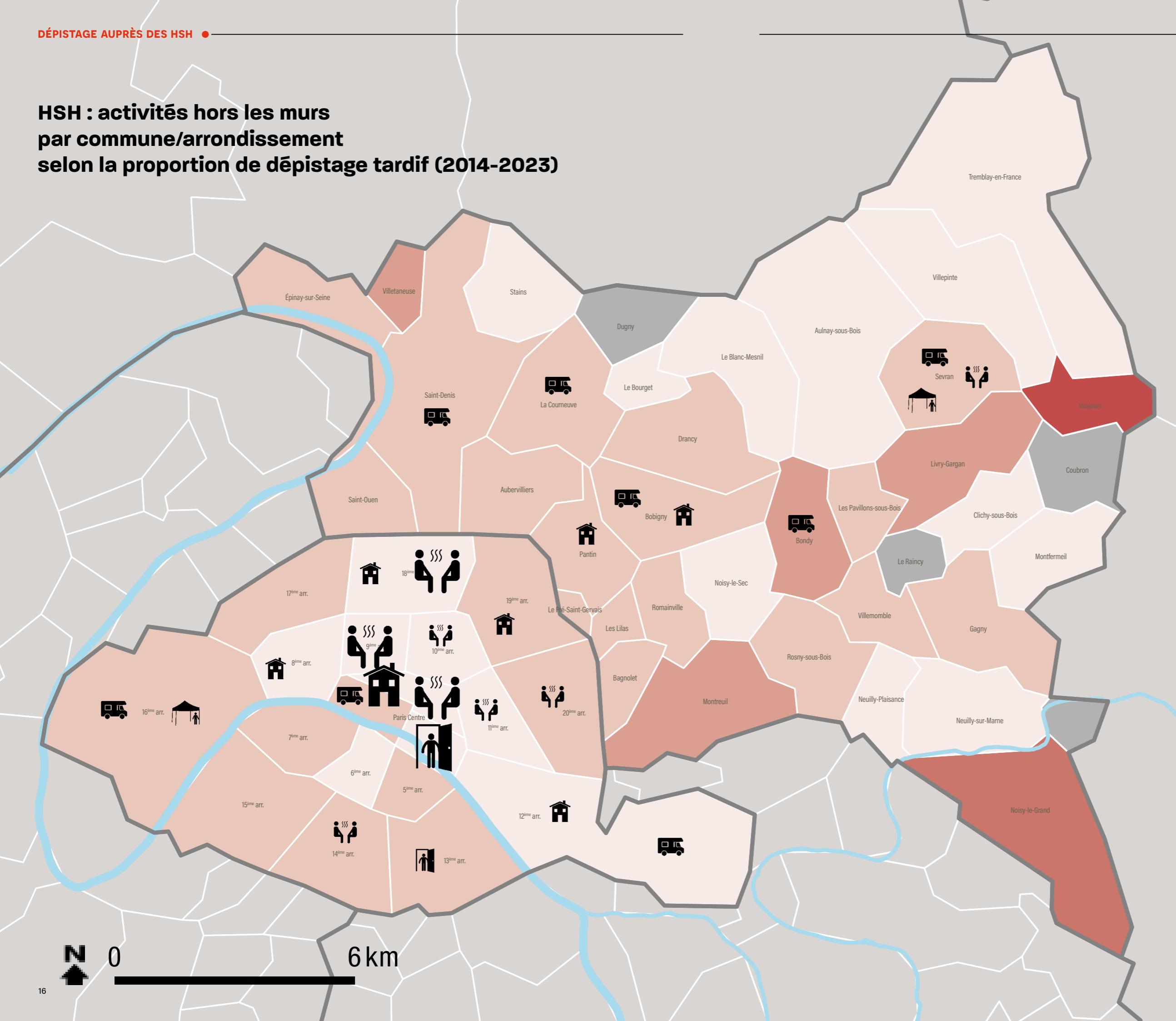
Dans Paris, la présence gay est soutenue par une vie communautaire forte, une inscription visible et intégrée dans l'espace public qui déborde largement les quartiers centraux autour du Marais vers le 10^{ème} et le 11^{ème} arrondissements notamment. Néanmoins, c'est dans Paris Centre que se concentre une part importante des interventions associatives. Le dépistage associatif se déploie dans un contexte d'offre médicalisée de CeGIDD et de services hospitaliers, abondante et diversifiée. Le dépistage HLM s'est inscrit dans la continuité des luttes contre le sida et contre les discriminations et dans l'auto-support des communautés et des personnes atteintes, comme une expression de ces innovations sociales et de leur rôle pionnier dans la transformation des pratiques de santé publique. L'action de dépistage vers les HSH et par eux reste une composante de cet activisme communautaire.

Il reste aujourd'hui relativement peu d'interventions dans les espaces extérieurs à Paris. Elles sont conduites par AIDS : Les Tuilleries qui reste un lieu de drague, une petite aire géographique du Bois de Vincennes, l'environnement Porte Dauphine, Porte Maillot avec des jeunes travailleurs du sexe étrangers et leurs partenaires, environnement autour de Beaubourg avec une dimension communautaire.

Une présence surtout en intérieur

Beaucoup d'interventions ont lieu dans des lieux explicitement fréquentés et souvent uniquement par des HSH ou dans certains lieux avec un public plus étendu et moins identitaire (public libertin, personnes trans, femmes cis) ; et la plupart avec une connotation de rencontres sexuelles. Paris Centre offre une palette de lieux et types d'intervention : implantation du SPOT, de LA BULLE, Maison des solidarités LGBTQIA+, interventions dans des bars, des saunas et des sex-clubs. Des établissements de rencontres notamment — se situent à la frontière 9^{ème} - 18^{ème}, tandis que dans le reste de Paris on observe des interventions plus rares dans les 10^{ème}, 11^{ème}, et 20^{ème}, l'ENIPSE intervient dans d'autres arrondissements notamment dans le 14^{ème}, et aucune intervention n'est signalée dans les autres arrondissements. HF PRÉVENTION intervient dans deux centres commerciaux parisiens (13^{ème} et 15^{ème} arrondissements) après le diagnostic d'une activité de transactions sexuelles ou de drague entre hommes, par une approche des personnes et si elles l'acceptent leur orientation vers une intervenante chargée de l'entretien et du test. Cette approche est aussi pratiquée dans les enceintes universitaires et les lieux ouverts. Le public est en général spécifique à certains espaces ou types de lieux. Les associations décrivent leur public sous différentes catégories. Selon leurs "origines" : HSH maghrébins, africains, afro-caribéens ; ou leur affirmation homosexuelle : HSH "non assumés", non identitaires, bisexuels, "pas sur Grindr" ; leur âge : jeunes vs seniors, majorité adultes, catégories qui se distinguent du groupe de référence : les hommes qui se reconnaissent dans une identité gay et sortent dans les lieux gays.

HSH : activités hors les murs par commune/arrondissement selon la proportion de dépistage tardif (2014-2023)



- Locaux associatifs offrant le dépistage
- Interventions dans l'espace public ouvert avec bus/camping car
- Interventions dans l'espace public ouvert : maraude ou barnums
- Interventions dans des lieux de rencontre fermés avec ou sans activité sexuelle sur place (bars, saunas, sex clubs, boîtes de nuit)
- Interventions dans des espaces d'accueil social sans hébergement
- Interventions dans des centres autres (La Bulle, Quartier Jeunes)
- Interventions dans des espaces d'hébergement : CHU, CHRS, Hôtels sociaux (hébergement d'urgence)
- Foyers résidentiels (hébergement + longue durée pour les migrant·es)

NOMBRE DE STRUCTURES INTERVENANTES



En %

- [65 - 100]
- [55 - 65]
- [45 - 55]
- [30 - 45]
- [0 - 30]

EFFECTIFS < 11 sur la période

Méthode de discréttisation : seuils naturels (Jenks)



Les HSH nés à l'étranger comme les caractérisent la surveillance épidémiologique, n'apparaissent pas comme tels par ces catégories. Ils sont l'objet d'une attention spécifique à LA BULLE dans le cadre d'une action globale de soutien et d'entraide, d'aide administrative et matérielle et des interventions en santé. Les interventions auprès des populations étudiantes avec les très nombreuses implantations universitaires sur les deux départements ne sont mentionnées que par HF PRÉVENTION (pas d'information précise pour le moment) et dans une moindre mesure par AIDES en Seine-Saint-Denis.

Les associations sont présentes à des événements de promotion de la santé sexuelle ou des manifestations militantes. Pour atteindre la frange populaire et noire des HSH, AFRIQUE ARC-EN-CIEL participe activement aux Balls autour de soirées de voguing 4 à 6 fois par an, événements qui sont le support d'information et de dépistage par TROD ou de temps à autre, avec des tests en temps réel des IST en collaboration avec LE CHECKPOINT.

Les interventions, les publics HSH et les lieux et espaces de contact

Les acteurs dénomment les hommes rencontrés avec une diversité de mentions correspondant *de facto* à des lieux différents :

- les hommes qui se reconnaissent dans une identité gay et sortent dans les lieux gays
- les hommes définis par une affiliation ethnique : maghrébins, africains, afro-caribéens
- les HSH "non assumés", non identitaires, bisexuels, "pas sur Grindr" (verbatim utilisés)
- les hommes distingués par leur âge : jeunes vs seniors, majorité adultes

Les lieux d'intervention

- Les locaux associatifs : AIDES IDF et ses deux antennes, AIDES Paris (Le Spot) et ses antennes, ENIPSE (Paris Centre), Afrique Arc-en-Ciel (Pantin)
- Les lieux de convivialité : plutôt orientés clairement HSH ou queer : bars, saunas, boîtes de nuit, sex-clubs : ENIPSE, AIDES Paris, AREMEDIA

Aucune intervention n'est mentionnée dans des lieux conviviaux/festifs en Seine-Saint-Denis.

Toutefois l'expression LGBT en Seine-Saint-Denis se manifeste depuis quelques années avec une connotation militante. Elle est soutenue notamment par l'émergence de la Pride des banlieues et le déplacement d'une scène festive LGBT ou queer dans le département.

Des périodicités variables

La présence d'AREMEDIA à LA BULLE est hebdomadaire s'agissant souvent de premier contact en santé sexuelle avec des personnes qui viennent pour rechercher soutien

Les interventions amènent l'opportunité du dépistage, le rappel de sa nécessaire répétition et son élargissement aux hépatites et à la syphilis (introduit par AIDES avant son autorisation officielle). L'information en santé sexuelle est actualisée autour du chemsex, tandis que la promotion de la PrEP qui a eu une place importante lors de son lancement a vu sa place se réduire. Le régime de dépistage associé à la PrEP réduit l'intérêt du dépistage par TROD dans certains lieux. Dans ces lieux de rencontres sexuelles, les conditions matérielles sont variables : les intervenants ont besoin d'un espace permettant d'être proche et visible du public, et aussi d'un espace confidentiel pour les entretiens et le dépistage. Dans certains établissements, ces espaces sont fixes, dans d'autres ils peuvent être déplacés selon l'affluence ou l'organisation d'événements particuliers. La gêne peut aussi venir du bruit et à mesure que la soirée avance des effets des produits, alcool ou drogues. Ces établissements sont implantés dans Paris Centre et vers Pigalle autour de la frontière 9^{ème} – 18^{ème}.

Les interventions, les publics HSH et les lieux et espaces de contact

— Espace public avec déambulation et tournées en camping car : lieux urbains dans quartier gay AIDES Paris, lieux urbains et parcs HF Prévention, AIDES Paris et AIDES IDF

— Evénementiels : toutes les associations participent à des événements festifs

— Maraude numérique : réalisée par AIDES Paris et IDF, par le Checkpoint et par ENIPSE

Les espaces géographiques

— Paris : arrondissements de Paris Centre et établissements dans les 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements, très peu dans les quartiers nord-est, est et sud. Peu d'activité dans l'espace public à Paris : place Edmond Michelet, Tuilleries, Bois de Vincennes

— Seine-Saint-Denis : AIDES IDF : gare de Saint-Denis ; événementiel Paris 8 à Saint-Denis, Parc à Bobigny, Parc à Sevran, HF Prévention : Parcs à La Courneuve et à Bondy, Universités. Les périodicités peuvent être régulières et rapprochées (toutes les semaines ou plusieurs fois par mois) ou plus espacées.

et aide. Dans les lieux de rencontre en boîtes, saunas ou sex clubs, la présence associative est bimensuelle ou mensuelle, dans les lieux ouverts la venue est plus espacée tous les deux mois ou limitée à la belle saison.

Les tests

Le dépistage par TROD porte sur les infections VIH, VHB, VHC. AIDES a commencé à utiliser le multiplex VIH-syphilis avant son autorisation. Des tests complets par prélèvement, analyse en laboratoire et rendu à distance sont réalisés par AREMEDIA.

Le dépistage communautaire hors les murs auprès des migrant·es, des immigré·es et des diasporas

À Paris et en Seine-Saint-Denis, l'intervention des associations pour amener le dépistage aux populations migrantes s'adapte aux parcours des personnes et proposent le dépistage dans une large palette de lieux et de services.

Les associations impliquées

Les associations qui interviennent auprès des personnes nées à l'étranger sont AREMEDIA avec son intervention médicalisée, les antennes de AIDES Paris et Seine-Saint-Denis, URACA-BASILIADE, AFRIQUE AVENIR, BAMESSO ET SES AMIS avec une offre de dépistage par TROD dans différents types de lieux ; AGIR POUR LA SANTÉ DES FEMMES centre son action sur les femmes en grande précarité dont beaucoup sans abri ; IKAMBERE et le COMITÉ DES FAMILLES dont le cœur d'intervention est le soutien aux personnes séropositives, plutôt vers les familles et les femmes et ont ajouté le dépistage à leurs activités ; LE CHECKPOINT adresse son action hors les murs aux HSH demandeurs d'asile et aux mineurs non accompagnés. HF PRÉVENTION n'a pas une orientation spécifique vers les migrants, mais les rencontre notamment dans les universités. L'AMICALE DU NID intervient lors de la semaine du dépistage à Rosa Parks.

vivant avec le VIH appartenant aux diverses diasporas dans la société française n'est pas actuellement connue et le niveau de l'exposition au sein de ces populations non plus.

Concernant les immigré·es, le parcours des personnes qui arrivent en France est en partie déterminé par les contextes de leur entrée en France. La plupart des étrangers arrivent légalement avec un titre de séjour de plus ou moins longue durée,

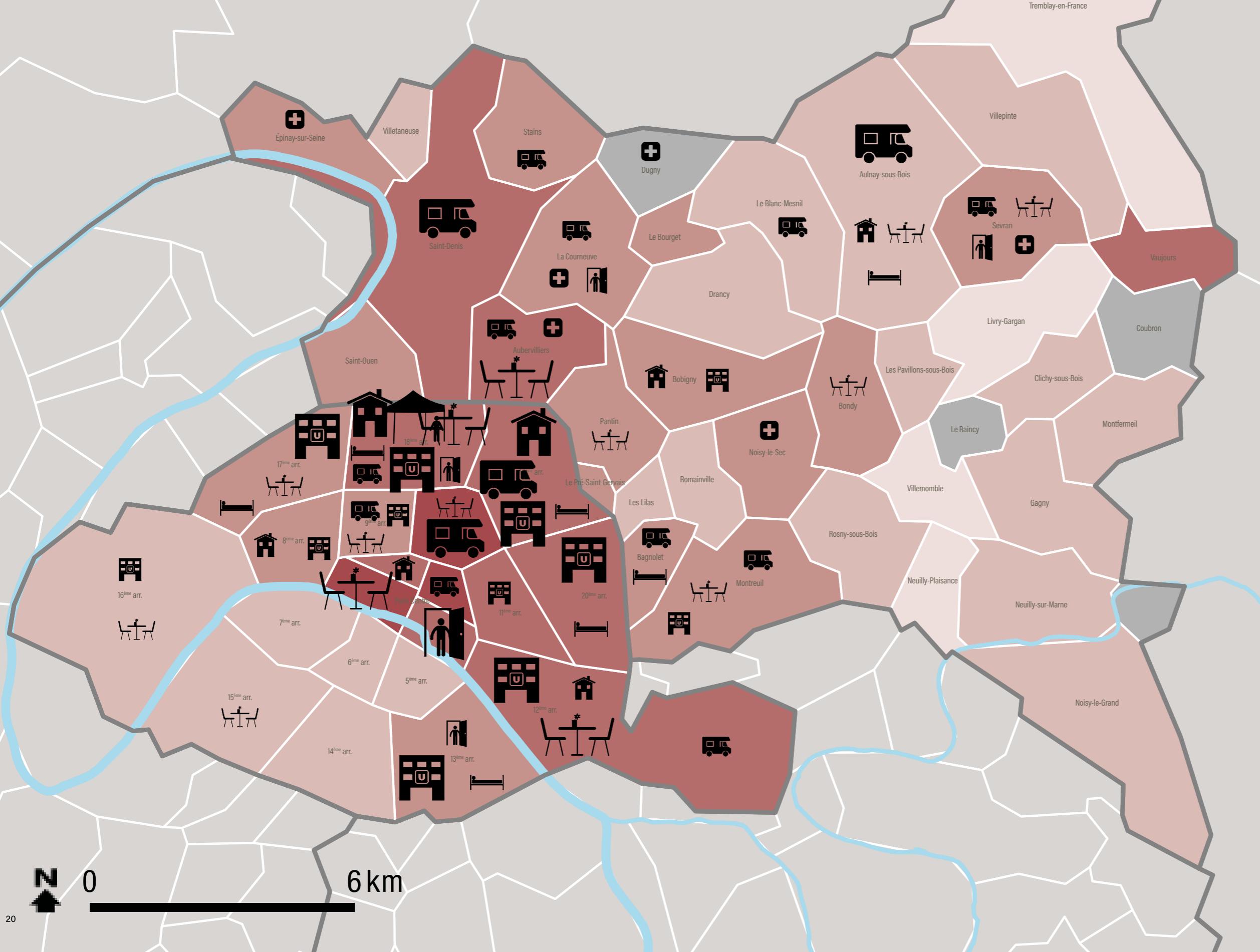
ce qui ne suffit pas pour autant à éviter les embûches administratives pour entrer dans la plénitude de ses droits, les renouveler quand nécessaire, ni ne leur évitent la précarité des conditions de vie en raison de leurs faibles revenus et des discriminations multiples dans l'emploi, le logement ou les services. C'est évidemment plus compliqué encore pour les personnes qui arrivent sans titre de séjour, font une demande de protection au titre du droit d'asile ou essaient de réunir les conditions pour obtenir un titre de séjour, vivant de longues périodes sans papier.

Dans les deux départements, l'intervention des associations pour amener le dépistage aux populations migrantes emprunte aussi ces parcours en proposant le dépistage dans la grande diversité de lieux et services qui s'adressent aux "primo-arrivants", aux personnes en demande d'asile ou en train de constituer leurs dossiers, aux personnes en extrême précarité ou sans abri parmi lesquels les étranger·ères sont très représenté·es mais aussi dans des foyers où les migrants ont une résidence stable. Dans les espaces publics, tels les nœuds de transport ou des aires géographiques avec des commerces ethniques ou une forte présence de populations immigrées d'Afrique sub-saharienne, les interventions vont à la rencontre aussi bien des vendeurs à la sauvette, des femmes qui font du travail sexuel, des personnes en errance que d'une population installée qui va au travail, fait le marché, va chez le coiffeur, se promène ou rencontre des amis.

En Île-de-France, les personnes nées à l'étranger représentent plus de la moitié des nouveaux diagnostics

Contexte démographique et épidémiologique
En Île-de-France, les personnes nées à l'étranger représentent plus de la moitié des nouveaux diagnostics avec une sur-représentation des personnes nées en Afrique subsaharienne, région où la prévalence est forte mais où aussi l'épidémie ralentit grâce au progrès de la prévention combinée et de l'accès au traitement. La distribution des pays de naissance est plus étendue pour les HSH nés à l'étranger avec une représentation de l'Europe, de l'Amérique du sud et du Maghreb. Les estimations de Santé publique France pour 2023 indiquent que les personnes arrivant avec une infection VIH sont très majoritairement diagnostiquées dans les mois qui suivent leur arrivée mais que environ la moitié des personnes nées à l'étranger qui contractent le VIH après leur arrivée en France ont des délais au diagnostic de 3 ans en médiane pour les hommes, 2 ans en médiane pour les femmes et moins d'un an pour les HSH. La part des personnes nées en France

Personnes migrantes : activités hors les murs par commune/arrondissement selon le taux de nouveaux cas VIH (2014-2023)



-  Locaux associatifs offrant le dépistage
 -  Interventions dans l'espace public ouvert avec bus/camping car
 -  Interventions dans l'espace public ouvert : maraude ou barnums
 -  Interventions dans des lieux de rencontre fermés avec ou sans activité sexuelle sur place (bars, saunas, sex clubs, boîtes de nuit)
 -  Interventions dans des espaces d'accueil social sans hébergement
 -  Interventions dans des centres autres (La Bulle, Quartier Jeunes)
 -  Interventions dans des espaces d'hébergement : CHU, CHR, Hôtels sociaux (hébergement d'urgence)
 -  Foyers résidentiels (hébergement + longue durée pour les migrant·es)
 -  Actions de santé globale menées dans certaines communes du 93 par le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis

NOMBRE DE STRUCTURES INTERVENANTES



Pour 100 000

Méthode de discréttisation : seuils naturels (lenks)



© L'INSTITUT PARIS RÉGION, ORS - ÎLE-DE-FRANCE 2025
Sources : Inter Corevh 2014-2023, Insee RP 2019
Paris et Seine-Saint-Denis sans sida

Le dépistage communautaire s'adressant aux populations désignées comme migrantes correspond à des situations très diverses eu égard à la migration :

- les étranger·ères récemment arrivé·es en France, qui sont dans des démarches de demande d'asile et sont accueillie·s dans des services dédiés d'urgence ou d'aide avec ou sans hébergement ;
- les étranger·ères sans droit au séjour, parfois depuis plusieurs années qui ont une insertion en France, vivent dans des conditions de logement et de ressources précaires, circulent, fondent des familles et travaillent dans la région avec des droits limités et une prudence constante pour ne pas être arrêtés et menacés d'OQTF ;
- les migrant·es régulier·ères installé·es, pour une part avec une certaine précarité sociale et économique et une vie à construire en migration, souvent avec de l'insécurité juridique avant d'arriver à obtenir un statut de résident ou la nationalité française. On notera que les étrangers arrivant régulièrement en France pour étudier, travailler ou rejoindre la famille ont des examens médicaux, dont le test VIH si ils ou elles l'acceptent, lors de leur venue à l'OFII pour la délivrance de leur carte de séjour ;
- les diasporas installées.

D'une façon générale, dans le contexte du VIH, ce sont les Africain·es immigré·es d'Afrique subsaharienne auxquels s'adressent de façon prioritaire les actions de dépistage du VIH. À Paris et en Seine-Saint-Denis, la population compte une bonne part d'immigré·es et de proportion des diasporas de toutes anciennetés dans l'hexagone : les immigré·es (nées étranger·ères à l'étranger) étranger·ères ou devenu·es français·es comptent pour 20,4 % des Parisiens et 31 % des Séquano-dionysiens, et parmi les immigré·es adultes (>15 ans), 18 % et 25 % viennent d'Afrique hors Maghreb respectivement. Au total sur les deux départements, sur les plus de 3,8 millions d'habitant·es, près d'un million sont des immigré·es. Ils et elles sont nombreux et très présents dans la vie sociale, l'économie et la culture. Comme partout, les nouveaux arrivé·es se rapprochent des diasporas pour bénéficier de leur soutien et de leur expérience et trouver leur chemin en France.

Cette catégorisation au regard de la migration est à croiser d'une part avec les situations personnelles définies par le genre et l'orientation sexuelle : hommes, femmes, HSH, personnes trans, travailleureuses du sexe ; d'autre part avec des périmètres géographiques dans lesquels la vie est facilitée par l'installation des communautés, l'existence de possibilités de logement, d'hébergement ou d'accès à des activités rémunératrices ; tous ou toutes croisent des services administratifs, sociaux, de santé, de transport ou des

commerces qui offrent des espaces utilisés par les associations du champ VIH. L'intervention auprès des migrant·es croise aussi la problématique du sans-abrisme et les structures qui interviennent dans ce champ. On trouve donc ainsi auprès de ces populations pour la santé sexuelle et le dépistage, des actions menées dans des espaces publics ouverts, des lieux d'entraide ou de services, des services dédiés aux étranger·ères et des contextes événementiels qui permettent d'offrir le dépistage.

La géographie des interventions

La géographie des interventions vers les migrant·es couvre un espace très étendu en Seine-Saint-Denis mais aussi à Paris. À noter l'absence de toute intervention dans les 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème} et 14^{ème} arrondissements. L'implantation de structures d'hébergement ou d'accueil administratif et social pour les étranger·ères ou les personnes précaires est forte dans les arrondissements du Nord-Est parisien avec une forte concentration d'actions dans le 18^{ème}, mais concerne aussi le 12^{ème} et le 13^{ème}. Quelques sites d'intervention dans des structures diverses sont concernés dans le 15^{ème}, le 16^{ème} et le 17^{ème}. En Seine-Saint-Denis, les interventions concernent l'ouest et le nord du département dans les intercommunalités Plaine Commune, Grand Est et Terre d'Envol ; à l'Est, aucune intervention n'est signalée dans les communes de Grand Paris-Grand Est, intercommunalité dans laquelle le ratio COINCIDE HSH/personnes nées à l'étranger indique que celles-ci sont plus nombreuses que les HSH dans la majorité des communes.

Les cadres d'intervention

Les locaux des associations offrent le dépistage par TROD dans le 18^{ème} arrondissement (AGIR POUR LA SANTÉ DES FEMMES, URACA-BASILIADE, AFRIQUE AVENIR) et dans les 4 antennes de AIDS (2^{ème}, 3^{ème}, 8^{ème}, 19^{ème}) ; en Seine-Saint-Denis, les implantations de AIDS à Bobigny et à Saint-Denis et BAMESO ET SES AMIS à Aulnay-sous-Bois.

Des actions sont menées avec les intervenant·es de la précarité extrême et du sans-abrisme : organismes (accueil social de la RATP, Mairie de Paris) ou associations humanitaires et de lutte contre l'exclusion (Samu social, Armée du Salut, Emmaüs, La mie de pain). AGIR POUR LA SANTÉ DES FEMMES implantée dans le 18^{ème} a un objet principal centré sur les femmes en errance. Elles sont contactées dans la rue ou des lieux d'aide et sont suivies par l'association. Dans le décours du suivi, le dépistage est proposé mais il l'est également dans d'autres cadres comme le tiers-lieu du 70 boulevard Barbès utilisé par une grande diversité d'associations dans le champ de la précarité.

Petit glossaire des services sociaux utilisés par les étrangers en France dans la période de leur arrivée

CADA :

Les Centres d'Accueil de Demandeurs d'Asile fournissent un refuge aux personnes qui ont demandé l'asile en France. Pendant la durée de l'examen de leur demande de statut de réfugié·e, les demandeur·euses d'asile peuvent bénéficier d'un logement, d'un accompagnement administratif pour aider à la procédure de demande d'asile, d'un soutien social qui inclut l'accès aux soins médicaux, la scolarisation des enfants et une aide financière pour les besoins alimentaires. Les CADA sont généralement gérés par des organisations caritatives ou des entreprises privées.

CHRS :

Les Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale ont pour mission pour toute la population sans notion de nationalité, d'assurer l'accueil, le logement, l'accompagnement et l'insertion sociale des personnes ou familles connaissant de graves difficultés en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Il s'agit notamment de victimes de violence, de personnes confrontées à l'alcoolisme et aux toxicomanies ou des personnes sortant de prison.

CHU

Centres d'Hébergement d'Urgence Ces centres ont pour vocation d'assurer la mise à l'abri des personnes migrant·es, l'accès aux soins et l'accompagnement dans les démarches administratives. Ils s'inscrivent dans un plan gouvernemental, mis en place à Paris et en Île-de-France, dont la coordination et le pilotage sont placés sous l'égide de l'État.

ESI :

Un Espace Solidarité Insertion a pour mission d'accueillir de manière inconditionnelle des publics en grande précarité.

Foyers :

Foyers de travailleurs migrants, foyers de jeunes travailleurs sont des structures collectives de logement individuel à vocation sociale.

Hôtels sociaux :

Résidences hôtelières à vocation sociale, ils restent des établissements à finalité commerciale pour accueillir des personnes et des familles sans logement. Une mise à l'abri censée être provisoire, mais qui dure souvent plusieurs années. On y trouve promiscuité, insalubrité, éloignement, difficultés pour cuisiner.

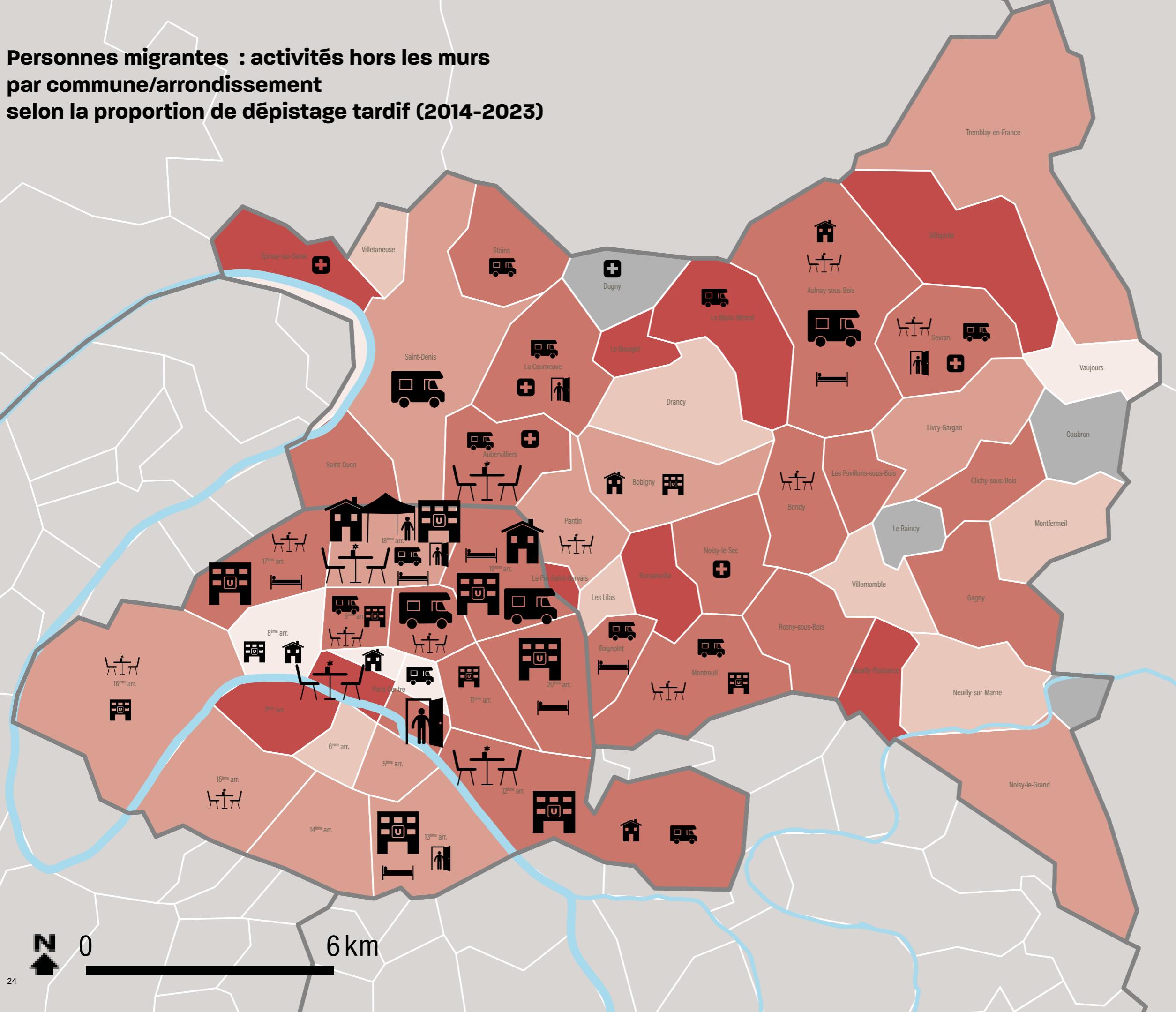
HUDA :

Hébergement d'Urgence pour Demandeur·euse d'Asile est un dispositif servant à pallier le manque de place en Centre d'Accueil pour Demandeur·euse d'Asile (CADA). Ce dispositif est géré régionalement. Selon la circulaire du 31 décembre 2018, il est destiné à accueillir des personnes en procédure accélérée ou "dublinnée". Les HUDA ont pour objectif d'offrir un SAS d'accueil et d'orientation pour les migrants stationnant sur le sol français avec la nécessité d'une solution temporaire de mise à l'abri.

SPADA :

Structure du Premier Accueil du Demandeur d'Asile. Structure associative où le ou la demandeur·euse d'asile doit prendre contact dès son arrivée en France. La SPADA se charge notamment de prendre rendez-vous pour le ou la demandeur·euse d'asile au guichet unique pour demandeur·euse d'asile (GUDA).

Personnes migrantes : activités hors les murs par commune/arrondissement selon la proportion de dépistage tardif (2014-2023)



- Locaux associatifs offrant le dépistage
- Interventions dans l'espace public ouvert avec bus/camping car
- Interventions dans l'espace public ouvert : maraude ou barnums
- Interventions dans des lieux de rencontre fermés avec ou sans activité sexuelle sur place (bars, saunas, sex clubs, boîtes de nuit)
- Interventions dans des espaces d'accueil social sans hébergement
- Interventions dans des centres autres (La Bulle, Quartier Jeunes)
- Interventions dans des espaces d'hébergement : CHU, CHRS, Hôtels sociaux (hébergement d'urgence)
- Foyers résidentiels (hébergement + longue durée pour les migrant·es)
- Actions de santé globale menées dans certaines communes du 93 par le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis

NOMBRE DE STRUCTURES INTERVENANTES



En %

- [65 - 100]
- [55 - 65]
- [45 - 55]
- [30 - 45]
- [0 - 30]

EFFECTIFS < 11 sur la période

Méthode de discréttisation :
seuils naturels (Jenks)

© L'INSTITUT PARIS RÉGION, ORS- ÎLE-DE-FRANCE 2025
Sources : Inter Corevih 2014-2023, Insee RP 2019
Paris et Seine-Saint-Denis sans sida

Les services avec hébergement, CHU, CHRS et hôtels sociaux abritent une population plus diverse de personnes seules ou de familles sans logement, parmi lesquelles beaucoup de migrant·es. Dans l'enquête, ces structures sont plus nombreuses dans Paris qu'en Seine-Saint-Denis. Les associations ont des modalités d'interventions diverses dans ces lieux d'hébergement en incluant selon les cas des réunions d'information qui se prolongent par le dépistage pour ceux qui le souhaitent dans un espace confidentiel, ou encore le dépistage est proposé au terme d'un cycle de séances de prévention et d'information en santé sexuelle étaillées sur plusieurs semaines. Quelle que soit la formule, la préparation de l'intervention est clé pour sa réussite et dépend de l'investissement du personnel des centres, investissement qui n'est pas toujours au rendez-vous. De l'avis de la majorité des associations, les hôtels sociaux présentent la situation la plus difficile pour ces interventions : les intervenant·es n'ont pas vraiment d'interlocuteur·trices en interne ni d'espace collectif et doivent passer dans chaque chambre informer les personnes et les inviter à venir aux réunions d'information et/ou faire le dépistage. LE CHECKPOINT qui intervient une fois par semaine dans des HUDA et CADA (3 centres et 2 à Aulnay) organise des inscriptions sur rendez-vous pour 4 personnes avec une équipe médicalisée et un médiateur pour des dépistages VIH et IST et le rendu des résultats la semaine suivante avec des vaccinations si nécessaire ; programme qui s'adresse en principe aux HSH.

Plusieurs interventions s'adressent à des publics de jeunes ou de jeunes adultes dans des centres qui ont des vocations diverses. LE COMITÉ DES FAMILLES intervient pour une sensibilisation en santé sexuelle chaque semaine au Quartier Jeunes (QJ), centre de la Mairie de Paris, qui offre des activités couvrant un large spectre d'intérêts dont la santé pour les jeunes de 16 à 30 ans, dans l'ancienne mairie du 1^{er} arrondissement. L'intervention en santé sexuelle s'adresse en principe à tous les publics utilisant le centre mais les jeunes étrangers s'y retrouvent surreprésentés dans certaines activités.

L'intervention au QJ a différents volets selon les activités dans la semaine, des temps de maraude dans le lieu pour offrir une prévention en santé sexuelle, d'autres lors des distributions alimentaires, des temps réservés aux mineurs étrangers ou à la résolution de problèmes sociaux. Ces contextes rendent difficiles l'accroche de ces publics : difficulté des jeunes à identifier le service proposé, absence d'espaces dédiés dans le centre, difficulté à extraire les jeunes des queues pour avoir accès à l'aide alimentaire etc.

Pour les jeunes étrangers LGBTQIA+, AREMEDIA et le CHECKPOINT interviennent respectivement à LA BULLE, lieu soutenu par la Ville de Paris et géré par un collectif associatif (Paris Centre) et au BAAM (soutien militant aux migrant·es, en particulier les réfugié·es et demandeur·euses d'asile, dans le 13^{ème} arrondissement) avec une offre médicalisée permettant de faire les prélèvements pour le VIH et les IST avec un rendu des résultats quelques jours plus tard et un accompagnement

vers la prise en charge pour les cas positifs. Dans les foyers résidentiels de travailleur·euses migrantes, plus rarement de jeunes travailleur·euses, la plupart des associations ont des interventions plusieurs fois par an avec selon les cas des approches de santé plus larges que la santé sexuelle. Ces foyers sont dispersés dans les deux départements mais ne représentent qu'une partie des foyers existants. Des actions sont conduites avec des périodicités variables dans des espaces d'accueil administratif et social (de nature très diverse et dispersés dans Paris), pour certains réservés aux demandeur·euses d'asile (SPADA), les centres sociaux de quartier (plutôt en Seine-Saint-Denis) qui ont un rôle d'animation ou les associations comme AGIR POUR LA SANTÉ DES

FEMMES à Paris 18^{ème} et LA MARMITE à Bondy qui apportent soutien et lutte contre l'isolement des personnes en grande précarité. Ces lieux sont régulièrement investis par les actions d'information et prévention en santé sexuelle.

Les actions dans l'espace public

On l'a dit, la population migrante exposée au VIH, parmi les personnes liées à l'Afrique subsaharienne plus particulièrement, est composée d'une grande diversité de situations qui se retrouvent ensemble dans l'espace public aussi bien à Paris qu'en Seine-Saint-Denis. Dans Paris, ce sont les quartiers où sont présents des commerces, des lieux de rencontre de la diaspora africaine (plusieurs localisations dans le quartier Château Rouge et la Goutte d'or, le quartier Château d'Eau), de façon plus espacée Rosa Parks dans le 19^{ème} arrondissement qui est plutôt un nœud de transport SNCF-Tram entre Paris et banlieue ; dans ces espaces interviennent très régulièrement chaque semaine et parfois plusieurs fois par semaine URACA BASILIADE, des stands avec barnum installés chaque jour pendant la belle saison, AFRIQUE AVENIR, AIDES PARIS avec leurs camping-cars. Les stratégies d'intervention sont différentes selon les associations : celles qui ont un focus social et sanitaire tendent à une approche plus globale pour éventuellement proposer une prise en charge dans leurs locaux, tandis qu'AFRIQUE AVENIR par exemple a un protocole d'évaluation plus large en santé sexuelle sur le modèle affiné dans le cadre du programme Makasi¹ avec un questionnaire systématique.

En Seine-Saint-Denis, les nœuds de transport sont privilégiés autour des gares et stations de métro de même que certaines zones de grand passage à Saint-Denis, Aubervilliers, Bagnolet, Aulnay-sous-Bois, La Courneuve, Montreuil, Pantin, Stains, Sevran et dans ces villes souvent plusieurs sites. AIDES ÎLE-DE-FRANCE et BAMESSO ET SES AMIS ont des stratégies d'action de terrain différentes, avec des points d'installation réguliers pour AIDES IDF, et une plus grande mobilité pour BAMESSO ET SES AMIS. Dans chaque cas, les acteurs doivent aller au devant des publics pour attirer vers le bus ou le stand des personnes pressées, des personnes ayant d'autres préoccupations (vente à la sauvette, rendez-vous administratifs, éventuellement travail sexuel, rendez-vous santé) sans trop s'éloigner du véhicule. Certains sites permettent les contacts avec des usagers de drogue. L'activité peut être fortement impactée par la présence policière et l'a été aussi dans certains sites par la préparation des Jeux Olympiques. Certaines localisations ont été abandonnées par la préparation des JO, notamment à Saint-Denis.

Une part importante des médiateurs et médiatrices sont africains et peuvent parler les langues des personnes rencontrées et converser avec elle avec des références culturelles et des expériences partagées. Les contacts avec les migrants afghans par exemple sont beaucoup

plus difficiles d'un point de vue linguistique, avec éventuellement l'anglais pour langue partagée mais qui n'est pas toujours parlée par les médiateurs et médiatrices. Plusieurs associations (BAMESSO ET SES AMIS, AIDES IDF, LE COMITÉ DES FAMILLES) participent au programme de prévention santé en Seine-Saint-Denis en pied d'immeuble dans des communes identifiées par le service de prévention du département. Pendant 6 mois, avec des périodicités variables (tous les mois ou tous les 3 mois), les associations en alternance deux par deux sur des champs différents vont vers les habitants pour des actions de prévention et de dépistage visant notamment les maladies chroniques, la santé mentale ou encore la santé sexuelle.

L'action se déroule en proximité de lieux de santé ou d'action sociale pouvant accueillir des entretiens et des actes de dépistage.

Les actions VIH ont été menées à Dugny, Épinay-sur-Seine, Aubervilliers, La Courneuve, Noisy-le-Sec et Sevran. Les intervenants les évaluent dans le champ du VIH comme peu "rentables" dans l'attraction des publics vers le dépistage VIH. AFRIQUE AVENIR vient aussi s'accorder à des services de santé existants, chaque semaine au CASO de MÉDECINS DU MONDE à Saint-Denis, en intervenant avec son camion dans l'enceinte de l'hôpital Avicenne, parfois en intérieur et deux fois par an à l'hôpital de Montfermeil.

L'activité peut être fortement impactée par la présence policière

Populations migrantes et diasporas : les interventions et leurs contextes

L'enquête vérifie bien que chaque association, avec son projet propre et les personnes qui l'ont créée et y travaillent, est investie sur une multitude de terrains et de cadres qui correspond à ce qu'est la population "migrante" à Paris et en Seine-Saint-Denis ; sous ce vocable pas de définition précise mais une part importante de la société française avec des gens des diasporas qui y font leur vie depuis plusieurs générations et des apports successifs de nouveaux immigré·es pour vivre une vie loin des conflits, des discriminations, de la pauvreté, des violences ou par simple désir d'ailleurs. Pour autant les déterminants sociaux créent des inégalités de tous ordres auxquelles s'ajoutent racisme et xénophobie avec peu de répit dans l'histoire politique de la France des 40 dernières années. Ces situations configurent une accentuation des risques vis-à-vis du VIH comme l'ont montré les enseignements de l'étude Parcours (Livre 2017). La focale est mise dans l'intervention associative vers les Africains du Sud du Sahara, continent historiquement frappé par une épidémie majeure mais qui régresse à mesure que les programmes VIH sont mis en place (cf. rapport ONUSIDA 2023).

Les estimations réalisées par Santé publique France pour l'année 2023 montrent un diagnostic rapide dans les mois qui suivent leur arrivée des personnes

déjà atteintes par le VIH. Les associations ne sont pas les seules à aller vers les primo-arrivée·es mais à travers les interventions dans une grande diversité de centres ou services, elles contribuent à ce résultat avec d'autres, notamment les PASS et les CeGIDD.

Pour continuer à tirer le maximum de la prévention combinée et réduire le risque VIH après l'arrivée en France, la prévention et le dépistage doivent être amenés là où sont ces personnes, dans les locaux des services répondant aux urgences sociales et dans des espaces publics très fréquentés et en journée. Ces actions dans l'espace public sont concentrées dans quelques arrondissements à Paris alors que de nombreuses communes sont concernées en Seine-Saint-Denis. Certains sites peuvent être visités par plusieurs associations à des jours différents. Chaque type d'action a ses difficultés, la nécessité d'une implication du personnel des centres à connotation sociale ou d'urgence pour préparer la venue des associations et aménager l'espace pour que la confidentialité soit possible ; dans l'espace public, l'autorisation de s'installer, pas toujours facile à obtenir mais aussi la réduction drastique de la circulation et du stationnement dans Paris qui exerce une forte contrainte sur les associations.

1 - Desgrées du Lou A. et Gosselin A (sous la direction de). Vers l'empowerment en santé : recherches communautaires autour du projet Makasi. Editions ANRS MIE. Collection Sciences sociales et sida, 2023.

Le dépistage communautaire hors les murs auprès des travailleuses et des travailleurs du sexe

Les publics des associations sont très majoritairement des femmes cis ou trans qui exercent dans les espaces publics en ville ou dans sa zone périphérique et plus rarement des hommes cis.

Les associations impliquées

LE BUS DES FEMMES, créé en 1991, est la première association ayant pratiqué l'aller-vers avec un bus circulant le long des aires de prostitution dans Paris, à l'époque sur quelques grandes artères et les quartiers traditionnels et sur les boulevards des Maréchaux. Il s'agissait alors d'offrir sur le terrain un temps de repos, d'échange et de soutien entre paires, des préservatifs, du gel et des seringues, mais aussi un conseil médical. L'association était dirigée et animée par des femmes prostituées, pour une part séropositives, salariées ou bénévoles et accompagnées dans le bus par des médecins (présents dans toutes les sorties) et dans son CA par des personnalités de toutes professions (juristes, chercheur·euses, médecins, associatifs etc.). L'association a connu des hauts et des bas, mais existé quasiment en continu depuis sa création. Aujourd'hui elle a un local pour l'accueil de son public et un camping-car aménagé, une équipe salariée complétée par des bénévoles. Elle dispose d'un agrément TROD pour certains salariés et bénévoles et pratique le dépistage en aller vers et au local.

L'AMICALE DU NID créée en 1946 a une position abolitionniste et s'inscrit dans une démarche d'arrêt de la prostitution. Elle conçoit l'acte sexuel rémunéré comme une violence, et a pour objet aujourd'hui le soutien et l'accompagnement à la sortie de la prostitution et se situe en phase avec la loi du 13 avril 2016 dont les mesures visent à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées. Pratiquant l'aller-vers, l'association intervient en santé, notamment par le dépistage, dans ses actions auprès des personnes "en situation de prostitution".

ACCEPTESS-T a une position particulière comme association communautaire trans s'adressant à toutes les personnes trans, travestis et à leurs partenaires pour le soutien, la santé, le plaidoyer des droits trans, les travailleurs et travailleuses du sexe migrant·es d'Amérique du sud ont une place centrale dans l'action de l'association (cf p. 33). L'association intervient également au Bois de Boulogne, dans des bars, des saunas et des soirées événementielles.

AIDES PARIS et AIDES IDF, AGIR POUR LA SANTÉ DES FEMMES, BAMESSO ET SES AMIS s'adressent à ces publics soit lors d'interventions spécifiques, soit à l'occasion d'interventions de terrain où AREMEDIA intervient en appui dans ce public avec la proposition d'actes médicaux, prélèvements et tests.

Il en va de même pour AGIR POUR LA SANTÉ DES FEMMES qui fait circuler régulièrement en accompagnement des associations communautaires son Frottis Truck qui apporte des soins gynécologiques.

MÉDECINS DU MONDE n'a pas de personnel formé au TROD mais intervient avec d'autres associations, pour ce qui concerne les TDS asiatiques avec le LOTUS BUS.

Les publics et leurs caractéristiques

Les publics des associations sont surtout des femmes cis ou trans qui exercent dans les espaces publics en ville ou dans sa zone périphérique (les bois de Vincennes et de Boulogne), plus rarement des hommes cis et dans certains contextes des femmes qui pratiquent de façon informelle le travail du sexe dans des espaces non identifiés comme aires de prostitution ou dans des établissements commerciaux avec un public libertin.

Dans ces différents publics, se trouve une proportion élevée de personnes étrangères dont une partie sans droit au séjour ou avec des statuts fragiles. D'une façon générale, elles font face à un accès réduit aux soins et à des difficultés sociales importantes et souvent encore la confrontation aux violences putophobes et aux pressions policières.

Les terrains du travail sexuel sur lesquels circulent les associations sont fortement segmentés en terme de territoire, entre hommes et femmes, entre femmes trans et femmes cis, et pour ces dernières avec souvent une segmentation territoriale par pays d'origine.

Nommer le travail sexuel et la prostitution : enjeu sémantique et politique

LE BUS DES FEMMES et LE PASTT sont les associations communautaires pionnières créées par des prostituées / travailleuses du sexe, cis et trans, avec des grandes figures que sont Lydia Braggiotti¹ et Camille Cabral², elles en défendent l'existence et les droits de pratiquer le travail sexuel et de le voir reconnu.

Une remarque importante s'impose concernant les interventions auprès des personnes, hommes ou femmes cis et personnes trans qui ont des rapports sexuels contre une rémunération et qui se joue autour de la sémantique utilisée selon qu'on exprime ces relations et les personnes concernées en termes de prostitution ou de travail sexuel. Cette tension sémantique renvoie à une opposition politique ou sociale sur la nature des relations sexuelles consenties et rémunérées : pour les uns (BUS DES FEMMES et L'AMICALE DU NID) il s'agit de prostitution et de personnes en situation de prostitution ou victimes de la traite des êtres humains qui comporte une relation de domination voire de violence symbolique, physique et sexuelle qui soumet des personnes — le plus souvent des femmes cis ou trans — au désir masculin dans ses formes machistes parfois les plus extrêmes. En France, pays abolitionniste, après la fin du délit de racolage, la traduction juridique de la répression de la prostitution est la pénalisation des clients. Ces mouvements de lutte contre la prostitution s'attachent à apporter des soutiens sociaux et matériels et des services de santé avec pour objectif ultime d'aider à l'arrêt des rapports sexuels rémunérés pour accéder à une autre condition socio-économique. Le terme de personne "en situation de prostitution" correspond à cette position.

Les acteurs communautaires expriment leur position en termes de travail sexuel

et de travailleurs et travailleuses du sexe. Cette position est fondée sur l'expérience vécue du travail sexuel, de sa stigmatisation, du mépris à l'encontre des personnes concernées. Pour ces acteurs, le discours de victimisation contribue aussi aux violences de tous ordres, y compris institutionnelles et à l'exclusion sociale des travailleurs et travailleuses du sexe. L'approche communautaire vise la reconnaissance du travail sexuel dans l'espace politique comme seule façon de permettre aux personnes qui l'exercent de faire valoir leurs compétences et leurs qualifications, d'être protégées contre les violences physiques, sexuelles et symboliques et d'accéder à leurs droits et à la participation sociale, en étant à la table de la discussion quand leur situation est mise en cause ou débattue.

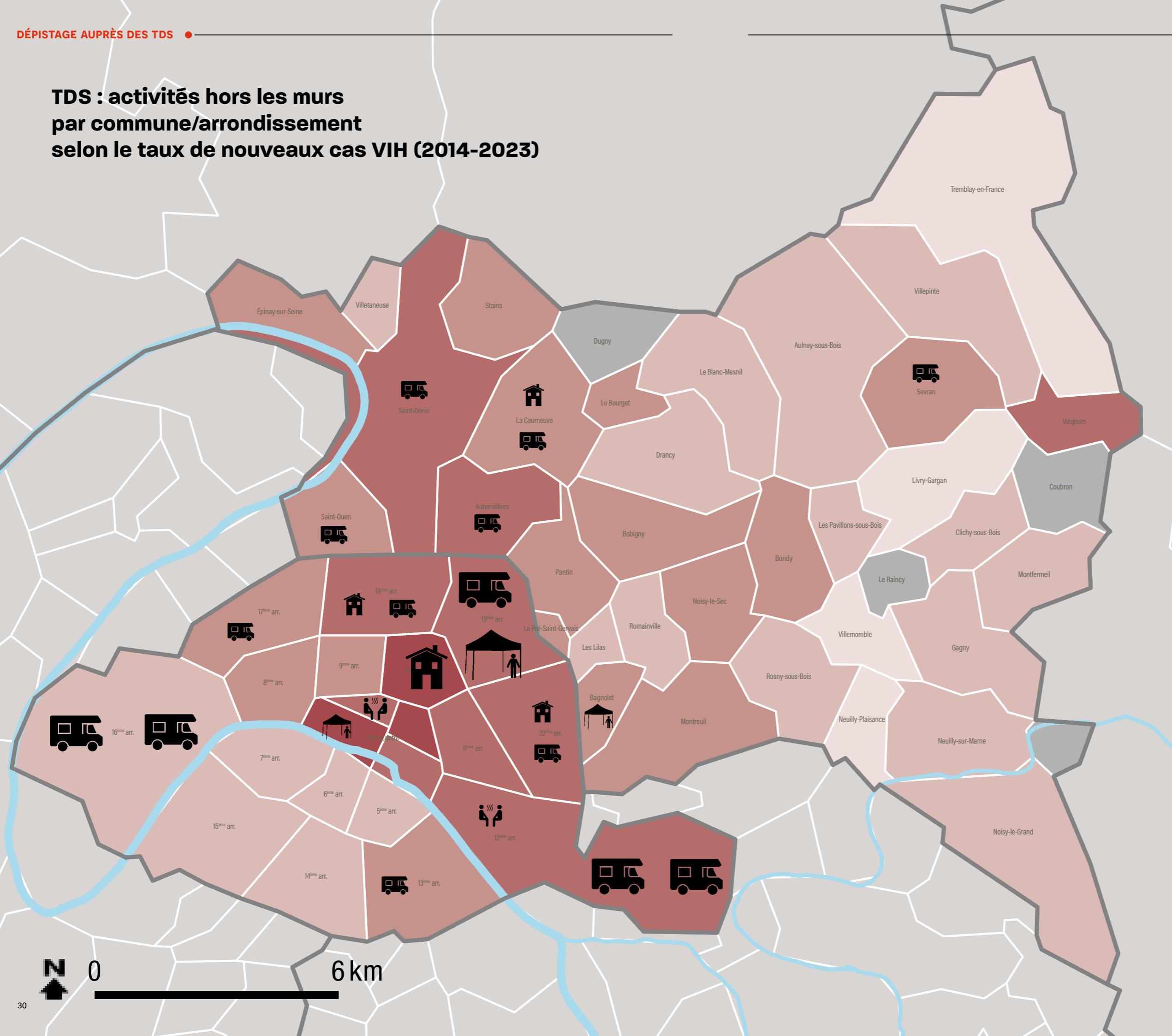
Au plan international dans l'espace du VIH et de la santé sexuelle, c'est cette deuxième conception qui a prévalu et se traduit par l'utilisation des termes "travail sexuel" et "travailleurs et travailleuses du sexe" : en France dès 1989, les femmes concernées ont revendiqué d'exprimer elles-mêmes leurs besoins et revendications en replaçant les risques d'une activité sexuelle rémunérée dans un faisceau beaucoup plus large de conditions d'exclusion et de violences.

Activement fidèle aux principes "rien pour nous sans nous" qui prévaut depuis plus de 40 ans dans le champ du sida, ce rapport respecte dans sa rédaction des positions de chacun des acteurs quand leurs activités sont rapportées car ces positions sont au fondement de leurs interventions recensées ici. Porteuse du programme "Paris et Seine-Saint-Denis sans sida" l'association dans son expression propre a ici une position de soutien à l'approche communautaire principalement portée par les premiers et premières concerné·es.

1 - Coppel A, Amaouche M, Braggiotti L. *Le bus des femmes prostituées, Histoire d'une mobilisation*, Éd. Anasoma, 2020.

2 - Le film "Madame" célèbre l'engagement de Camille Cabral et ses actions précoces en faveur des personnes trans et des travailleuses du sexe. <https://www.jangada.org/movies-fr/madame>, 2019

TDS : activités hors les murs par commune/arrondissement selon le taux de nouveaux cas VIH (2014-2023)



- Locaux associatifs offrant le dépistage
- Interventions dans l'espace public ouvert avec bus/camping car
- Interventions dans l'espace public ouvert : maraude ou barnums
- Interventions dans des lieux de rencontre fermés avec ou sans activité sexuelle sur place (bars, saunas, sex clubs, boîtes de nuit)
- Interventions dans des espaces d'accueil social sans hébergement
- Interventions dans des centres autres (La Bulle, Quartier Jeunes)
- Interventions dans des espaces d'hébergement : CHU, CHRS, Hôtels sociaux (hébergement d'urgence)
- Foyers résidentiels (hébergement + longue durée pour les migrant·es)



Les contenus des interventions

Le dépistage est venu compléter les actions hors les murs menées de longue date et qui manifestent la présence communautaire et apportent le matériel de prévention, la mise en relation avec des services sociaux et l'aide administrative. Ces interventions sur place ou dans les locaux associatifs apportent des offres sanitaires spécifiques : bilan complet IST, examen gynécologique et frottis, mais aussi pour certaines des aides au droit ou une offre en soins dentaires. Une grande partie des salariés et des bénévoles ont été formées au TROD. Les tests VIH, VHB et VHC sont pratiqués par toutes les associations avec une adaptation selon les origines des populations. AIDES a utilisé avant sa validation officielle le test combiné syphilis. La plupart des associations ont des liens privilégiés avec des services hospitaliers ou des CeGIDD pour prendre en charge les personnes trouvées avec des pathologies, avec souvent un accompagnement physique.

Une forte présence sur les lieux de travail sexuel

LE PASTT, LE BUS DES FEMMES, ACCEPTESS-T, L'AMICALE DU NID proposent sur des horaires très larges le dépistage par TROD dans leurs locaux au sein de leur offre d'accueil. Dans les locaux de AIDES PARIS et de SEINE-SAINT-DENIS ou ceux de BAMESSO ET SES AMIS, le dépistage est également pratiqué mais sans s'adresser spécifiquement aux travailleurs et travailleuses du sexe. ACCEPTESS-T propose le dépistage également à l'occasion de ses interventions *in situ* avec le Barreau des solidarités, avec l'accès au droit comme porte d'entrée.

Les aires concernées sont dans Paris, le Bois de Boulogne, Bois de Vincennes, Belleville, Strasbourg-Saint-Denis, le boulevard extérieur au Nord avec départ de la Courneuve et les bordures à cheval sur Paris et la Seine-Saint-Denis. Dans Paris, également le 18^{ème} arrondissement et aussi la bordure Sud-Est de Paris entre le 12^{ème} et le 13^{ème} arrondissement autour des Portes de Choisy et d'Ivry (femmes asiatiques) et à l'Ouest le secteur Porte Dauphine-Porte Maillot qui concernent des hommes, le plus souvent jeunes et étrangers.

Les tournées en bus dans les bois, sont poursuivies dans des aires proches :

En sortant du Bois de Boulogne, LE BUS DES FEMMES passe par l'Avenue Foch et les rues autour de l'Étoile, côté Vincennes certains bus passent par la porte

Dorée, les portes de Charenton, Ivry et Choisy. Dans le 18^{ème} arrondissement, l'association intervient dans le secteur du carrefour La Fourche-Château-Rouge-Porte de Saint-Ouen. Ici l'association signale les difficultés de stationnement avec des prolongements vers Aubervilliers, Saint-Ouen et Saint-Denis à la rencontre d'hommes et femmes trans.

Ces tournées auprès des travailleuses du sexe se font pour l'essentiel en bus/camping-car en se déplaçant sur des parcours habituels avec à la fois des points d'arrêts fixes et des arrêts à hauteur des personnes présentes selon les cas : dans les bois, c'est surtout la nuit, avec des zones qui sont utilisées par des groupes différents au sein desquelles les personnes ont des liens d'interconnaissance et d'entraide, en particulier pour se protéger des violences. Plusieurs associations signalent un contexte de méfiance et de violence plus marqué dans le Bois de Vincennes.

Les contacts se font à l'intérieur des bus en général ou à la porte pour les personnes qui ne veulent pas quitter leur emplacement de travail, ou parfois — surtout de jour — à pied pour aller auprès des femmes, souvent peu vêtues, qui exercent dans des camions aménagés.

Des déambulations à pied sont faites dans les quartiers où la circulation et le stationnement sont compliqués, voire impossibles, en raison des aménagements urbains. Elles ont lieu dans le quartier Strasbourg-Saint-Denis par le BUS DES FEMMES et AIDES avec des tests réalisés dans les locaux associatifs ; dans le quartier Belleville auprès des femmes chinoises avec périodiquement une installation sur la place adjacente au boulevard de la Villette (Place Edmond Rostand).

En Seine-Saint-Denis deux associations, AIDES IDF et BAMESSO ET SES AMIS interviennent auprès des travailleuses du sexe en journée dans des espaces très fréquentés dans lesquels se trouvent d'autres publics notamment migrants mais aussi des usager·ères de produits. Les interventions en bus, ont lieu à Saint-Denis en centre ville, près de la gare de Sevran-Beaudottes ou encore autour de la gare Galliéni à Bagnolet. L'association intervient aussi en début de soirée le long des boulevards des Maréchaux au Nord et à Saint-Denis auprès de femmes d'Afrique subsaharienne et d'Europe de l'Est dans des espaces différents.

Les interventions de AIDES avec ses camping-cars portent sur des territoires de prostitution d'une part et sur des aires géographiques dans lesquelles les TDS sont présentes sans être un public exclusif. C'est le cas à Saint-Denis, tous les deux mois, rue de la République, dans un espace de passage de toutes populations et une fréquentation du bus par des femmes qui font du travail sexuel.

Le bus stationne devant la gare de Sevran-Beaudottes, deux ou trois fois par mois, en après-midi, parmi les publics d'intérêt en termes de dépistage, notamment publics d'Afrique subsaharienne et usager·ères de produits, on rencontre des femmes travailleuses du sexe. Elles peuvent aussi se trouver au sein d'autres populations d'origines variées lors des interventions en après-midi tous les 3 mois près de la gare Galliéni à Bagnolet.

Dans ses interventions hebdomadaires auprès des TDS, BAMESSO ET SES AMIS apporte du soutien et du matériel de prévention à des femmes qui exercent le travail sexuel en se déplaçant en France et en Europe.

AREMEDIA propose un accueil et des dépistages toutes les semaines au sein de l'espace de repos de Porte de la Chapelle, pour les femmes consommatrices de produits et les travailleuses du sexe.

Une présence forte

On observe ainsi une forte intensité de présence dans plusieurs lieux : Bois de Vincennes, Bois de Boulogne, Belleville, Strasbourg-Saint-Denis, Maréchaux Nord, et quelques points en Seine-Saint-Denis dans lesquels les femmes pratiquent du travail du sexe dans l'espace public ou travaillent à partir de logements au sein de cités.

Les problèmes de circulation et de stationnement se posent peu compte tenu des lieux, des horaires et des modalités d'intervention. Ils sont présents dans certains endroits de Seine-Saint-Denis, dans le 18^{ème} et autour de Strasbourg-Saint-Denis et de Belleville. Ils ont été accentués par la préparation des Jeux Olympiques. À Strasbourg-Saint-Denis, les véhicules ne sont pas utilisés et l'intervention se fait en déambulation.

En dehors de quelques interventions en après-midi, la plupart ont lieu le soir et jusqu'à très tard dans la nuit (2 heures du matin), elles sont réalisées pour certaines associations uniquement par des salarié·es, issus·es de la communauté dans certaines associations mais pas toujours. Les interventions mobilisent le plus souvent 3 personnes, plus rarement davantage.

AIDES et L'AMICALE DU NID réalisent aussi des maraudes numériques sur des sites d'escorts masculins pour les inviter à se rendre dans leurs locaux.

Acceptess-T : acteur communautaire de la santé trans

Créée en 2010, ACCEPTESS-T a développé une action de santé communautaire pour les personnes trans à partir de l'expérience des femmes trans, migrantes précaires ou sans papiers, travailleuses du sexe, pour certaines séropositives. Au fil du temps ACCEPTESS-T a associé un plaidoyer combatif pour les droits des personnes trans, l'émancipation du contrôle médical et la création d'un espace santé trans qui associe une approche globale de la santé trans, de la prévention aux soins de transition et la prise en charge du VIH.

Des liens de longue date avec l'hôpital Bichat ont contribué à offrir un large éventail de soins répondant aux besoins trans et un accueil sûr aux personnes en besoin de soins ou d'actes médicaux classiques. Ses locaux sont un lieu communautaire offrant un éventail large de services.

Ce faisant son public s'est étendu dans la population trans avec pour traduction la JEST (Journée d'Échange sur la Santé Trans) et des interventions dans des lieux de loisir ou des événements festifs. L'association intervient régulièrement dans des lieux de rencontre trans queer, ou bar avec un public jeune et divers (Paris Centre), des établissements libertins où se mêlent des personnes trans, travestis et HSH d'âge mûr mais aussi régulièrement dans des événements festifs trans. À cela s'ajoute une maraude numérique qui joint des personnes trans dans toute la France avec une proposition d'envoi de tests ou d'invitation à venir dans les locaux et si nécessaire une téléconsultation classique pour ceux et celles qui le nécessitent. ACCEPTESS-T intervient hors les murs avec le bus du Barreau.

Une présence associative régulière

La présence associative est forte et régulière sur le terrain du travail sexuel

S'agissant d'une activité fortement ancrée sur des territoires bien délimités, la reconnaissance de la présence associative sur le terrain du travail sexuel est forte. L'attraction des personnes vers le service offert est présentée comme aisée. Ce qui pèse c'est le besoin pour les femmes de travailler et de ne pas se détourner de leur activité pour prendre du temps, une pression des clients, parfois de la violence des contrôles de police.

L'intervention associative est forte auprès des travailleurs et travailleuses du sexe qui exercent dans les espaces publics. Les associations ont aussi la capacité à rendre des services à des personnes qui exercent sans être présentes dans les espaces publics et notamment en utilisant Internet pour leurs contacts avec des clients.

Cette présence très régulière est portée par des associations dont les activités se complètent auprès de populations qui cumulent les vulnérabilités liées à la répression de la prostitution, aujourd'hui à travers celle des clients, les problématiques administratives, sociales et économiques, la violence et la stigmatisation sans compter la pénibilité propre au travail sexuel.

La redondance des interventions associatives permet sans doute de faciliter la multiplicité de liens d'interconnaissance, de partage de langues communes, d'intégrer les personnes qui arrivent sur le terrain et d'ouvrir des portes vers le soin et les aides sociales. Si les tests VIH et IST ont une place importante dans les activités hors les murs, on y trouve aussi des offres régulières de soins gynécologiques, soins dentaires, aide juridique etc. Ainsi la présence associative se situe au cœur d'une approche globale qui se prolonge dans les locaux des associations.

Une mise en commun de la connaissance du travail sexuel dans les deux départements serait utile pour inventorier les formes et lieux de travail sexuel qui ne seraient pas couverts par les programmes actuels.

Remarques de conclusion à propos du dépistage communautaire hors les murs

L'enquête de Vers Paris sans sida auprès des acteur·rices du dépistage hors les murs confirme son importance dans les aires où l'épidémie est la plus forte dans les deux départements, mais aussi son intrication avec les autres activités des associations, qui sont ainsi capables d'atteindre des publics d'une grande diversité.

Limites de l'étude

Seules les associations ont été rencontrées alors que les CeGIDD ont aussi des actions hors les murs. Le rôle des PASS hospitalières particulièrement actives dans les deux départements contribuant au dépistage, notamment des personnes migrantes, n'est pas abordé ici.

Dans cette synthèse, la périodicité des interventions sur chaque terrain n'est pas rapportée en détail. Chaque association adapte la périodicité de ses interventions aux ressources disponibles et à l'évaluation du besoin en fonction des publics et du renouvellement des personnes sur chaque lieu d'intervention : ainsi ce renouvellement est moindre dans les foyers résidentiels de travailleurs migrants tandis que sur les terrains du travail sexuel, l'exposition est plus élevée, les besoins sociaux importants avec des personnes qui ont une certaine permanence de présence sur leur lieu de travail. Dans certaines actions dans des publics très mélangés, les associations s'interrogent sur la "productivité" de leur venue quand très peu de tests sont réalisés.

L'espace géographique

Les actions de dépistage communautaire concernent les aires urbaines du Nord-Est parisien avec une présence très accentuée dans le 18^{ème}, sur la rive gauche, aucune intervention en dehors du 13^{ème} et de quelques lieux sociaux. Des interventions sont menées dans une grande partie de la Seine-Saint-Denis, principalement sur les territoires de Plaine Commune, Est Ensemble et Paris Terre d'Envol alors qu'aucune intervention n'est menée dans la partie Grand Paris-Grand Est.

Les contraintes résultant des réaménagements des espaces publics

Le projet de cartographie tient à l'épidémiologie hétérogène du VIH au sein de la région telle qu'elle est caractérisée finement par le projet COINCIDE qui calcule ses indicateurs en fonction du lieu de résidence des personnes. Certaines n'ont pas d'adresse personnelle et vivent dans des foyers ou hôtels de façon temporaire ou

dans la rue ou les squats et ne sont pas prises en compte dans les indicateurs COINCIDE. Les lieux où se croisent les publics et le dépistage hors les murs sont aussi des lieux du travail sexuel, des lieux de rencontres sexuelles, de drague ou de loisir, des nœuds de transport ou des quartiers où les communautés trouvent les commerces, les services ou simplement l'ambiance qui correspondent à leurs besoins ou leurs attentes. Mais l'installation dans les espaces publics n'est pas libre, elle doit être négociée avec les autorités publiques avec un système d'autorisation en cascade dont personne au juste ne sait qui le maîtrise. Aujourd'hui l'installation en extérieur est aussi contrainte par un urbanisme en transformation accélérée et continue. Dans les lieux fermés, s'installer doit être négocié avec les exploitantes quand il s'agit de bars, de boîtes ou de saunas ou pour les foyers, hôtels sociaux ou centres d'accueil social ou administratif avec les responsables des structures.

Dans l'espace public, le dépistage hors les murs n'est qu'une des actions vers des publics

précaires qui s'y déroulent (on y trouve les distributions alimentaires, les contacts avec les sans-abri, la mendicité). Le besoin de ces usages sociaux de l'espace public doit être reconnu, notamment par les collectivités territoriales, et pris en compte dans la programmation des transformations urbaines comme une mesure d'inclusion des publics précaires dans la société.

Les locaux associatifs : des centres de dépistage communautaire

Les locaux associatifs où sont menées des actions de soutien social ou administratif ou qui jouent une fonction de convivialité, fonctionnent comme des "centres de dépistage par TROD" avec des plages horaires fixes ou en permanence pendant les heures d'ouverture de la structure. Ces lieux sont aussi utilisés comme lieu d'adressage de personnes rencontrées en maraude à pied ou "recrutées" par les maraudes numériques.

Les populations telles qu'elles apparaissent dans les récits d'action

Aujourd'hui l'épidémiologie des infections recherchées VIH, VHB, VHC et syphilis amènent le dépistage hors les murs à concentrer ses activités sur des populations bien caractérisées au croisement de l'orientation sexuelle, du genre, de l'origine du pays où l'épidémie a un niveau élevé et d'une précarité ou de conditions qui limitent l'accès aux services de santé.

On rappellera ici les types de population et leurs déclinaisons qui guident le choix des lieux d'intervention :

- **Populations HSH avec des distinctions qui correspondent à des lieux différents et un rapport au dépistage différent :** HSH identitaires, HSH migrants, homosexuels non assumés, bisexuels ou encore jeunes, adultes ou hommes plus âgés.

- **Travailleurs et travailleuses du sexe,** en réalité principalement le travail sexuel féminin, pour les hommes hétérosexuels et leur organisation fréquente par "origines" : chinoises, nigérianes, ivoiriennes, latino, d'Europe de l'est, trans ou cis, occasionnelles, principalement dans l'espace ouvert, bois, rue-quartier, un peu dans des boîtes ou saunas libertins.

- **Migrant·es :** cette catégorie renvoie très souvent aux migrants venant d'Afrique subsaharienne, mais aussi dans des espaces spécifiques à des groupes particuliers : Afghans, gens d'Europe de l'Est. Toutefois ces actions sont limitées par les problèmes de langue et sans doute une distance culturelle faute de pair·es de ces communautés. D'autres catégorisations existent aussi, avec ce qui a trait à la demande de papiers ou à la demande d'asile et croisent les situations de précarité, jusqu'aux personnes à la rue. Les actions s'adressent plus rarement aux diasporas installées dans leurs interventions de l'espace public.

- **Personnes trans :** elles ont une place particulière avec une reconnaissance et une visibilité récentes qui croisent les problématiques de la migration et du travail sexuel. ACCEPTESS-T à la pointe des mobilisations politiques autour de la transidentité a un champ d'activité large qui va des revendications communautaires, à une offre de santé incluant le dépistage qui va de l'action préventive communautaire aux soins spécialisés.

Les actions hors les murs s'adressent peu aux usager·ères de drogue. À l'exception de deux interventions relevées en CAARUD, les équipes rencontrent des usager·ères de drogue dans leurs actions dans certains espaces publics.

Le dépistage dans la prévention communautaire

Le dépistage communautaire est principalement réalisé par des acteur·rices formé·es et agréé·es qui ne sont pas des professionnel·les de santé, hors des services de soins ou de santé, dans des lieux divers ou dans des espaces publics/ouverts. Il utilise des tests rapides par une piqûre au doigt prélevant une ou plusieurs gouttes de sang et un dispositif simple qui permet de rendre un résultat immédiat sur la présence ou non d'une infection virale (VIH, VHB ou VHC) et de la syphilis dans certains cas, résultat qui sera à confirmer s'il est positif.

Deux associations (AREMEDIA, LE CHECKPOINT) offrent avec une équipe composée de médecin, infirmier·ère et médiateur·trice des dépistages complets par prélèvement. AGIR POUR LA SANTÉ DES FEMMES propose une véritable intervention gynécologique.

Si l'objectif est bien de tester, le plus difficile et le plus long est d'attirer vers

le dépistage des personnes qui sont "là" où les équipes viennent à leur rencontre, alors qu'elles fréquentent le lieu pour des occupations de tous ordres.

Dans certaines situations, dans des centres sociaux ou des lieux d'hébergement ou foyers résidentiels, le temps du dépistage est précédé d'une réunion d'information en santé sexuelle à l'issue de laquelle les personnes qui le souhaitent ont un entretien et un test. Le test est toujours réalisé au cours ou à la fin d'un entretien dans un cadre confidentiel sur la vie sexuelle avec la personne qui a accepté d'être extraite de ce qu'elle était venue faire.

Aujourd'hui les recommandations et les tests rapides existants permettent de réaliser plusieurs dépistages soit systématiquement, soit selon les facteurs de risque reconnus (pays ou communauté d'origine, pratiques à risque). Les associations sont rémunérées pour l'activité de dépistage hors les murs en fonction des tests prévus pour chaque infection.

Quand le test est positif, de nombreuses associations qui ont, pour la plupart par leur ancrage dans "la communauté VIH", un réseau privilégié avec les services hospitaliers ou les CeGIDD, leur permettant d'accompagner ou d'adresser les personnes en consultation pour une confirmation du diagnostic et une entrée dans le soin.

Certains publics, les TDS, les personnes qui fréquentent régulièrement certains lieux comme les saunas ou les sex clubs ont l'habitude de voir les équipes qui viennent de façon rapprochée et régulière et savent ce qu'elles offrent en phase avec leurs comportements sexuels. Ailleurs, ce sont plutôt des contacts uniques dans l'espace public, des événements festifs ou à l'inverse

dans des lieux résidentiels/des services sociaux des personnes qui ne se perçoivent pas forcément exposées. Les équipes du dépistage communautaire ont une compétence exceptionnelle en santé sexuelle par leurs contacts avec des publics aussi divers. De ce fait, elles sont sollicitées, notamment dans les espaces sociaux, pour réaliser des actions de prévention collectives qui empiètent sur le temps disponible pour le dépistage auprès des populations plus exposées.

La charge mentale et physique de "TRODeur·se"

L'activité de dépistage comporte une charge lourde que le vocabulaire "test rapide" TROD, hors les murs, communautaire peut sembler édulcorer.

Le TRODeur/la TRODeuse est une salariée le plus souvent ou une bénévole, dans les deux cas c'est souvent un pair ou une paire ou une personne qui a une expérience en commun avec les publics rencontrés.

Selon les espaces d'intervention et les populations, les horaires sont en journée pour les publics migrants mais aussi souvent en début de soirée ou la nuit, notamment dans les lieux de convivialité gay ou LGBT et auprès des travailleurs et travailleuses du sexe. Les horaires tardifs amènent dans la plupart des associations à des compensations horaires le lendemain.

L'environnement physique peut être aussi source de pénibilité en raison du bruit (bruit de circulation dans l'espace public, bruits musicaux et brouhaha des conversations dans les bars et les lieux festifs) et de la météo dans l'espace extérieur.

Les éléments de charge physique sont mentionnés plus rarement et concernent notamment le transport et l'installation des barnums.

Les éléments de charge mentale et psychique tiennent à des environnements difficiles : dans l'espace public des environnements de violence ou dans les actions auprès des travailleuses du sexe : tensions liées à la présence de la police, aux contrôles de papier à répétition ou aux violences policières, aux autres violences contre les personnes.

Mais l'activité elle-même demande un engagement important des acteur·rices pour aller à la rencontre des personnes, essayer refus ou désintérêt, installer un échange en s'ajustant à chaque personne, présenter de façon répétitive la démarche et amener la personne à se faire dépister. L'entretien n'a pas porté sur la formation des acteur·rices, la définition formalisée de stratégies d'entretien.

Les responsables interrogé·es évoquent le turn over qui peut être assez important des personnes engagées dans le dépistage hors les murs lié à l'activité elle-même et au rapport à l'engagement militant variable selon les associations et selon les personnes.

En résumé

L'enquête de Vers Paris sans sida auprès des acteur·rices du dépistage hors les murs confirme l'intrication du dépistage avec les autres activités des associations : soutien, aide matérielle, aide administrative, prévention et orientation en santé. Il est de cet ensemble un outil indispensable mais qui n'est possible à réaliser que par la proximité et la connaissance du terrain, mais aussi une dimension de fraternité/sororité. On mesure avec les cartes l'étendue des terrains couverts qui coïncide avec les aires où l'épidémie est la plus forte dans nos deux départements et la capacité à atteindre des publics d'une grande diversité. Les estimations publiées en 2024 par Santé publique France ont montré les progrès importants pour le dépistage précoce dans leur parcours en France des étranger·ères arrivant avec une infection antérieurement acquise. On le doit sans doute en grande partie au dépistage communautaire ou hors les murs.



VERS PARIS SANS SIDA

2, boulevard de Strasbourg 75010 Paris
charge.projets@parissanssida.fr
01 42 40 28 12

www.parissanssida.fr

NOUS SUIVRE

- Vers Paris sans sida <https://www.facebook.com/parissanssida>
- @drnaked <https://www.instagram.com/drnaked/?hl=fr>
- Paris sans sida <https://www.linkedin.com/company/73890411/admin/dashboard/>
- Paris sans sida <https://www.youtube.com/channel/UC647-0wxDdtpsU2189UtCHQ>